Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année - N° 133 - Vendredi 21 février 1992 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

Abstention, danger



© Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Membre du PS depuis Epinay (avant à la FGDS), je tiens à crier mon dégoût, mon courroux, mon indignation, ma révolte, à la suite des propos de Roland Gabory parus dans notre journal, "Vendredi", en date du 7 février, page 2.
La possession d'un diplôme de linguistique française et de sciences politiques n'implique pas forcément la connaissance de données historiques mais témoigne, bien au contraire, dans ce cas, de l'ignorance de la réalité (peut-être volontairement, ce qui est plus grave). Une descente de lit suffirait-elle à anesthésier ?
Chacun, en son âme et conscience, a pu prendre position pour ou contre l'accueil de Georges Habache en France. Là n'est pas l'essentiel de mon intervention.
Comparer de Gaulle, Mitterrand et son propre père à des terroristes relève d'une fantaisie des plus abjectes.
Comparer Israël à un Etat parasitaire, intégriste, raciste (la démocratie n'y règne-t-elle pas ?) témoigne de la mauvaise foi, d'un racisme primaire, d'un antisémitisme à la Le Pen.
Monsieur Roland Gabory serait-il une taupe du FN ? Sa place ne serait-elle pas aux côtés des Stirbois, Mégret, Martinez, Lang, Poniatowski et consorts ?
Enfin, j'ose espérer que le PS ne possède que ce seul spécimen dans ses rangs, s'il en fait partie.
Charles Pohlen - Lannemezan (65).

■

Avec un peu de retard, j'ai lu la page du courrier du n° 131 de "Vendredi", du 7 février. Je suis profondément choqué par le ton des lettres, où Israël est traité d'Etat parasitaire ! Une telle haine chez des militants qui se disent ou se croient socialistes ! Faut-il opposer aux "sornettes bibliques" des "sornettes coraniques" ? Le venin, ici, est imprégné de sottise. Quant à la notion de "terroriste", qu'il me soit permis de rappeler (d'autres l'ont fait) qu'il y a une différence entre le combat (inégal) contre l'armée allemande et l'assassinat de civils (détournements d'avion, prises d'otages, etc.). Par delà l'affaire Habache, il serait peut-être utile d'expliquer à vos lecteurs les sources du conflit israélo-arabe. Et leur rappeler que l'antisionisme est le dernier avatar de l'antisémistisme, comme l'ont relevé Léon Poliakov et Albert Memmi.
Henri Bulawko - 75005 Paris.

■

J'ai été particulièrement surprise de constater qu'en page 2 de "Vendredi" n° 131, du 7 février, vous avez cru devoir publier, dans la rubrique "Votre courrier", la lettre qui vous avait été adressée par un certain Roland Gabory, dont les termes sont plus qu'équivoques.
Après des considérations humanitaires d'ordre général, notre camarade se livre à une analyse sémantique du concept de terroriste ce qui apparaît déjà sujet à caution, et lui permet d'affirmer, sans l'ombre d'une hésitation, "la terreur... c'est précisément ce contre quoi luttent Georges Habache et le peuple palestinien." Outre les contre-vérités contenues dans les propos de ce lecteur, je ne rappellerai sur ce point que le fait, d'une part, que Georges Habache a à son actif un certain nombre de crimes terroristes ayant visé indistinctement des civils et, d'autre part, le fait que l'Etat d'Israël, qui n'est certes, loin de là, pas parfait, est un Etat de droit et le seul Etat démocratique de la région.
Valérie Fhima - 75006 Paris.

■

Cet émule des Laval, Doriot, Déat ou Xavier Vallat, nostalgique des heures noires de Vichy, s'emploierait-il à créer dans ce parti, auquel j'ai adhéré en 1965 et à qui j'ai consacré une vie militante sans faille, un nouveau courant qu'il appellerait "national socialisme" ? Son antisionisme haineux masque mal un antisémitisme profond qui feint de se justifier par la prétendue désespérance d'un peuple à la recherche d'une terre. Sans vouloir m'étendre, dans un courrier dont ce n'est pas l'objet, sur l'histoire du Moyen-Orient, je dénonce la contrefaçon de l'histoire "qualifiée de sornettes bibliques" dans la droite ligne des révisionnistes et des négationnistes, des mouvements d'extrême droite qui nient la Shoah et le martyre du peuple juif comme Gabory, lui, nie le droit de vivre en paix sur la terre de ses ancêtres.
Charles Elbaz - Villiers-sur-Marne (94).

■

On ne peut laisser passer, sans réagir, les propos scandaleux d'un lecteur de "Vendredi", Roland Gabory, publiés dans le n° 131.
Je rapelle, à titre de comparaison :
• que le parti des Verts a exclu M. Brière pour moins que cela ;
• que l'Assemblée générale de l'ONU vient, à une majorité qualifiée, d'annuler une résolution bien moins critique que de tels propos ;
• que la quasi-unanimité des Etats ont condamné les attentats contre des civils perpétrés par Georges Habache (défendu et encensé par ce lecteur).
André Sillam - Noisiel (77).

■

Je désapprouve les propos de Roland Gabory parus dans le n° 131 ! L'exclusion de quelque minorité que ce soit me paraît contraire à l'idée que je me fais de l'humanité. Toutefois, je crois qu'il est bon que ces propos aient pu être rapportés par "Vendredi". Ils sont la preuve évidente de la diversité des points de vue que l'on peut rencontrer à l'intérieur même du Parti et du mal qui le gangrène. L'intolérance prônée par Roland Gabory est à la mesure de celle qui voudrait le censurer. Il ne doit pas y avoir de degré dans la tolérance et la liberté d'expression. Vouloir museler les autres c'est accepter de l'être un jour. Il est bien évident que, dans mon esprit, la tolérance ne recouvre rien qui soit interdit ou répréhensible.
Michel Deutch - Broin (21).

■

La France doit demeurer une terre d'accueil. Si elle cessait de l'être, elle perdrait dans le monde l'image qu'elle a acquise depuis deux siècles et qui fait partie de son identité. Le "droit du sang" est une notion nazie et une aberration biologique. Le droit à la terre pour les enfants nés en France et pour leur famille est un droit inaliénable. L'égalité des droits doit leur être reconnue. Ceux aussi dont il est prouvé qu'ils ont fui la mort ou la torture en se réfugiant chez nous ont le droit d'être sauvés. Pour les autres, au lieu d'un exode massif pour fuir la misère, c'est une solution économique qui s'impose. Des secours d'urgence, certes, mais surtout l'investissement de capitaux et des prêts qui créent là-bas du travail.
René Thoraval - Montpellier (34).

■

Le Pen est un salaud et ceux qui votent pour lui le sont aussi." Cette déclaration percutante de Bernard Tapie a provoqué de nombreuses réactions parce qu'elle déroge au style académique de notre société politique.
Dans la forme, elle ne me choque pas, et je pense que le "peuple de gauche" ne s'en trouve pas offusqué car il est las des exposés économiques lénifiants et des messages ésotériques trop polissés.
En revanche, sur le fond, il n'est pas possible d'approuver. La grande majorité de ceux qui votent pour le Front national sont issus de nos rangs. Notre société de plus en plus soumise à la guerre économique et à ses ravages génère, certes, profits et réussites, mais aussi pauvreté, dépersonnalisation, exclusion. Avec pour conséquences des réactions extrêmes ou violentes qui peuvent s'apparenter souvent à des formes de suicide politique.
Ils ont basculé comme l'ont fait avant eux les pieds noirs des quartiers populaires d'Alger, d'Oran et de Constantine qui votaient socialiste et communiste mais qui ont été poussés eux aussi au désespoir par une politique incohérente et inhumaine.
Et c'est parce que les formations de gauche n'ont pas toujours su les comprendre et leur apporter la chaleur qui leur manquait que la plupart d'entre eux ont aussi rejoint le Front national alors qu'ils sont les descendants des bannis et des réprouvés des révolutions de 1830, de 1848 et de la Commune de Paris, des opposants au coup d'Etat du 2 décembre 1851, des Alsaciens-Lorrains qui n'ont pas accepté de devenir Allemands et des expatriés de toutes les misères méditerranéennes. Et je sais, moi qui suis des leurs, qu'ils ne sont pas des salauds mais des êtres à jamais blessés au plus profond d'eux-mêmes.
Parce que la main ne leur a pas été tendue et qu'ils n'ont pas été aidés dans leur cheminement intellectuel, ils ne sont pas parvenus à analyser les causes profondes de leur débâcle et à discerner les véritables responsables de cette déchirante diaspora.
Alors, ne commettons pas les mêmes erreurs et faisons l'effort de compréhension, d'explication et accentuons les actions nécessaires en matière de formation, d'emploi, de logement, d'animation sociale et d'adhésion à la communauté nationale.
Non, les salauds -écrivons, plus sereinement, les coupables- seront ceux qui vont déserter le combat. Par indifférence, par idéalisme utopique frustré ou parce que des exigences personnelles ou corporatives n'ont pas été pleinement satisfaites.
Il est temps que cessent les comportements d'enfants gâtés et que le peuple de gauche, retrouvé et rassemblé, comprenne que la démission ou le renoncement ouvre la voie, sans frein ni correctif, aux voraces conservateurs et aux puissances d'argent qui s'apprêtent, au travers d'une guerre économique sans merci, à l'échelle planétaire, à faire de chacun d'entre nous de simples objets de production et de consommation qu'il conviendra d'exclure et de parquer, quand ce ne sera pas des résidus de la déesse Productivité.
S'en tenir aux échecs, aux erreurs et aux déceptions est suicidaire. Prenons plutôt conscience, dans toutes ses dimensions, de l'œuvre entreprise depuis dix ans malgré les entraves et les pesanteurs d'un capitalisme sauvage aux moyens immenses. Et sachons rester fidèles à notre idéal de justice et de paix. En ne baissant surtout pas les bras.
Yves Laupies - Estillac (47).

■

Je vous envoie ces quelques réflexions au sujet de la manifestation du 25 janvier. Oui, je suis d'accord avec la camarade du Nord qui écrit "nous avons été frustrés". C'est encore plus difficile à accepter pour des camarades qui venaient de loin pour apporter leur soutien à cette lutte.
En revanche, camarade de Maurepas, en tant que militante, je savais depuis le 27 novembre 1991, jour du meeting à la Mutualité organisé par le "Manifeste contre le Front national", signé par 50 personnalités de différentes sensibilités et, parmi elles, des socialistes et non les moindres, qu'il fallait réserver cette date du 25 janvier et mobiliser au maximum. Certains l'avaient-ils oublié ?
J'ai la chance d'appartenir à une fédération qui a pris ses responsabilités à ce sujet, mais je crois que beaucoup d'autres en France l'ont fait et je ne pense pas, camarades de SOS-Racisme, de la Ligue des droits de l'homme, de la LICRA, du MRAP, etc., que vous gagnerez en prenant parti contre ceux qui combattent le même mal. C'est en luttant tous ensemble que nous pourrons y arriver. Les militants socialistes y sont bien décidés.
Si nous avons quelques divergences, quoi de plus naturel ?, parlons-en ensemble, sans haine, mais restons unis pour combattre. J'espère pour vous, pour nous, pour la France, que le fascisme ne passera pas, mais soyons vigilants.
Gisèle Chassin -
Saint-Maur-des-Fossés (94).

■

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57

Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Bernard Roman (78.48)
Comité de direction :
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction :
Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction :
Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation :
Sandrine Girard (78.92)
Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Chamussy (Sipa-Press) / P. Lebrun (couv.) ; Herman (pp. 3 et 6) ; D. Mentzos (p. 3) ; A. Boulat / Sipa-Press (p. 10) ; Paris-Rea (p. 16) ; H. Bellenger / Sipa-Sport (p. 19) ; L. Buonomo (p. 20) ; D.R. (p. 20) ; Ville de Dunkerque (p. 21) ; P. Philibert (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE
4 Sondages : une nouvelle donne ?
5 • Le rejet passe par le vote
• Laurent Fabius
6 • Campagne électorale en Limousin
• La LDH
7 • Quand les impôts vont au FN
• Léotard, l'éducation à la cassse

INTERNATIONAL
8 Bush, les présidentielles et l'économie US
9 Au Kurdistan d'Irak
10 L'ONU en Croatie

11 à 13 **DOSSIER**
Cantonales et régionales (n°4)
11 Basse-Normandie
12 Midi-Pyrénées
13 Aquitaine

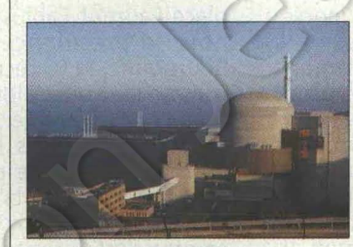
SOCIETE
14 L'école : priorité des priorités
15 La loi Besson : un bilan positif



▲ Campagne électorale en Limousin : Robert Savy (p. 6).



▲ Au Kurdistan d'Irak (p. 9).



▲ Elections régionales. La centrale de Flamanville (pp. 11/13).



▲ Le Ballett Frankfurt (p. 20).

ECONOMIQUE/SOCIAL
16 Les plus de 45 ans, au chômage, longtemps...
17 Les statistiques de l'emploi

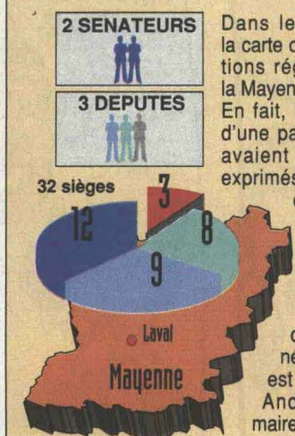
VIE PRATIQUE
18 La médiation familiale

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Dessin de la semaine

CULTURE
20 • Le Ballett Frankfurt de William Forsythe
• Cinéma : "Amoureuse"
• Télévision
21 • Le Misanthrope aux multiples visages
• La culture dans les régions et les départements
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITE
23 Jérôme Savary

■ RENDRE SES COULEURS A LA MAYENNE ■



Dans le numéro 132 de "Vendredi", la carte consacrée aux résultats des élections régionales de 1986 avait laissé la Mayenne en blanc.
En fait, les deux listes de gauche (PS d'une part et divers gauche de l'autre) avaient totalisé 33,5% des suffrages exprimés, ce qui permet à la Mayenne d'arborer le rose foncé des bons élèves de la classe. Rappelons que, cette année, la liste PS est conduite par André Pinçon, maire de Laval.



▲ André Pinçon

Roissy connection

La proposition du ministre de l'Intérieur visant à instaurer des centres de rétention en attendant que l'administration ait statué sur le sort des demandeurs d'asile a été froidement accueillie. Soit.
Mais que penser de ce Libanais qui a dû attendre une attestation, pendant deux années, dans les couloirs de Roissy ? Pour rester en France ? Que non pas, mais pour se rendre en Angleterre où sa famille l'attendait... Seulement, il ne pouvait pas quitter le territoire de la République où, légalement, il n'était pas entré...
L'administration a ses procédures, certes longues et compliquées, mais un petit dépoussiérage ne ferait pas de mal.

J.R.

REGIONALES, CANTONALES ET SONDAGES

une nouvelle donne ?

Les sondages réalisés pour les élections des 22 et 29 mars font apparaître une forte poussée des écologistes. Le recul du PS semble moins important qu'on ne pouvait le craindre. Phénomène plus surprenant, la droite s'affaiblit partout.



A l'approche des élections régionales, les sondages révèlent des tendances qui risquent de mettre en cause des idées répandues ces dernières semaines. Si le PS enregistre un net recul, il ne semble pas promis, à la débâcle attendue ; la droite, dont on pensait qu'elle pourrait sortir victorieuse, a toutes les raisons de s'inquiéter de sa baisse par rapport à 1986.

Les élections locales sont rarement favorables au pouvoir en place et profitent à l'opposition. Les premiers sondages infirment cette règle pour les scrutins des 22 et 29 mars. En Midi-Pyrénées, le PS et le MRG, en totalisant 29%, perdent des points par rapport à 1986 mais progressent par rapport au sondage de novembre 1991. En obtenant 35,5% des intentions de vote, l'opposition chute aussi. Dans la région Centre, le PS recule de neuf points (22%) mais l'opposition RPR-UDF en perd deux. En Ile-de-France, la chute de 12% du PS s'accompagne de celle de la droite de près de 4%. Dans les Pays de la Loire, touchés par l'affaire URBA, le PS est en progression puisqu'il passe de 21,9% à 23,5% alors que la droite reste stable. Enfin, en Basse-Normandie, le PS baisse de trois points mais la droite de... quatre. En Haute-Normandie, les socialistes concèdent 8,9% et la droite 9,7%... En totalisant 36% (25% pour le PS et 11% pour le PC) la gauche devance la liste UDF-RPR (31,5%), ce qui place Laurent Fabius en bonne position pour la présidence de la région. En Bourgogne, le PS recule de huit points... comme la droite, alors que France Unie, dont le chef de file Jean-Pierre Soisson se présente dans l'Yonne, fait son entrée sur la scène politique régionale avec 5,5%. Quand la droite ne cède pas de terrain, elle se contente de stagner, comme c'est le cas en Franche-Comté où elle se maintient à 40%.

DEBATS HOULEUX

Autre caractéristique de ces sondages : la stabilisation du PC qui, dans l'ensemble, a réussi à mettre un terme à son affaiblissement. Au total, les pertes de la gauche sont moins importantes qu'on ne pouvait le craindre, le PS semblant se situer autour de 22 à 23%.

Les grands bénéficiaires de ces estimations sont le Front national, qui augmente ses résultats sans pour autant s'envoler vers un triomphe alors que le contexte politique ne lui a jamais été aussi favorable, mais surtout les écologistes. Ceux-ci enregistrent une très forte poussée dans toutes les régions. Surprise, dans ce vote protestataire, Génération écologie, dirigée par le ministre Brice Lalonde, parvient souvent à devancer les Verts, comme en Franche-Comté et dans les Pays de la Loire. Les écologistes s'affirment donc de plus en plus comme une force politique susceptible de jouer un rôle charnière dans les régions. Antoine Waechter et ses amis, adeptes jusqu'à présent du ni-ni politique (ni à droite, ni à gauche) vont devoir choisir leur camp au lendemain des prochaines élections. De quoi provoquer à nouveau des débats houleux chez les Verts...

En attendant, les résultats des premiers sondages, qu'il convient d'accueillir avec la prudence inhérente à ce type d'étude réalisée un mois et demi avant le scrutin, doivent encourager les électeurs de gauche à se rendre aux urnes. Car l'abstention fera, plus que jamais, le jeu des extrêmes...

Jean-Pierre Bedeï

■ CONTRE GABORY ■

A l'encontre de Roland Gabory, conseiller général du Gers, auteur d'un texte violemment antisémite paru dans la page courrier de "Vendredi" à la suite d'une inexcusable faute de relecture dont nous nous sommes expliqués la semaine dernière, et publié dans le quotidien "Sud-Ouest", l'ensemble des responsables du Parti ont fait savoir leur totale réprobation. Le premier secrétaire Laurent Fabius a saisi les responsables fédéraux du Gers. Le bureau de la FNESR a constaté que cet élu s'est mis en dehors de l'association.

Le bureau exécutif du 19 février 1992 a tenu à faire savoir qu'il "partage l'émotion légitime et l'indignation suscitées par la déclaration scandaleuse de Roland Gabory, en contradiction avec toutes les valeurs dont se réclame l'action des socialistes. Conformément aux statuts du PS, il demande que Roland Gabory, qui n'engage évidemment en rien les socialistes, soit déféré devant la commission nationale des conflits aux fins d'exclusion... Soulignant l'extrême gravité des faits, il souhaite que celle-ci se prononce de toute urgence." L'article 11, alinéa 3, de nos statuts prévoit que "l'exclusion et la suspension temporaire ne peuvent être prononcées que pour manquement aux principes et aux règlements du Parti, pour violation certaine des engagements contractés, pour actes ou conduites de nature à porter gravement préjudice au Parti."



60 % DES FRANÇAIS ONT PEUR DE LE PEN

le rejet passe par le vote

La cantonale de Nice a une fois de plus montré que le principal allié de Le Pen reste l'abstention. Le discours et les agissements du FN se faisant de plus en plus clairs, ceux qui tiennent à la démocratie ne doivent plus hésiter.

L'élection cantonale de Nice se présentait comme une aubaine pour le Front national. A un mois d'élections locales générales, avec une droite classique divisée et le soutien affirmé d'un Jacques Médecin en fuite mais qui conserve, malgré ses malversations, quelques solides réseaux, le Front national disposait de sérieux atouts. La forte abstention (63,1%), due en partie au fait que les électeurs devront revoter dans un mois, a fait le reste. Le parti de Le Pen se renforce de l'indifférence ou de la distanciation de la politique des électeurs, particulièrement ceux de gauche. Nice n'est pas la France et il faut rappeler que le médecinisme se situe à l'extrémité de la droite classique : il est peu de villes françaises qui se soient jumelées avec une ville sud-africaine, en l'occurrence Le Cap, en plein apartheid.

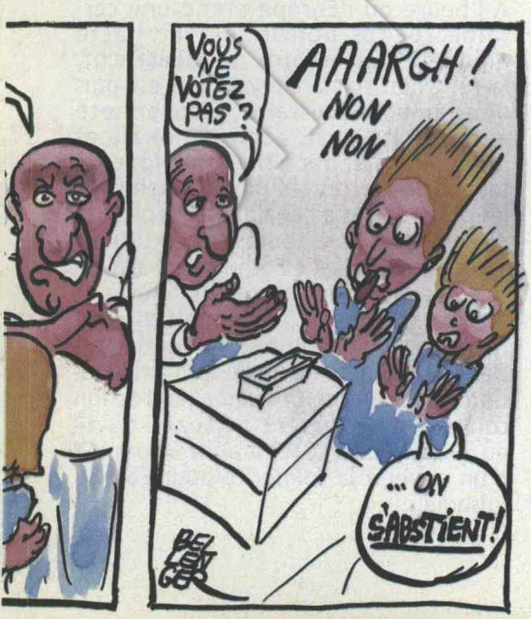
Le candidat du Front national, Jacques Peyrat, est néanmoins représentatif d'un certain type de notables que l'extrême droite entend installer. Homme civil aux manières gourmées, cet avocat de 61 ans était déjà candidat en 1985. Sociologiquement, il correspond au type de profil qui domine actuellement au Front. Des transfuges RPR-UDF, ce sont ceux qui sont les plus formés idéologiquement qui tiennent le haut du pavé. Le club de l'Horloge a été une pépinière de cadres dirigeants. La stratégie de type culturel qu'il a préconisée, s'inspirant de l'adversaire marxiste, puisqu'elle a emprunté aux analyses du théoricien politique italien Antonio Gramcsi, est en train de porter ses fruits. Si, comme le révèle "Le Monde", elle n'a pas atteint quantitativement les secteurs qu'elle a attaqués, elle a ramené à elle néanmoins une partie de la droite la plus réactionnaire des professions libérales, du commerce. C'est la première fois, selon Pascal Perrineau, que l'extrême droite réussit une alliance entre la boutique et l'atelier. Transformer un réactionnaire en national-populiste ou en néofasciste a été le premier souci du FN.

Elargissement sociologique de la base électorale et militante, élargissement aussi des thèmes. La première phase idéologique du Front se caractérise par l'anticommunisme, l'immigration est quasiment inexistante. La deuxième qui a correspondu aux succès électoraux du Front, met l'immigration, de préférence maghrébine, au centre du discours.

L'ANTISEMITISME PREND LE RELAIS DE L'ANTI-IMMIGRE

Depuis l'interview à "Présent" d'août 1989 sur "l'internationale juive", l'antisémitisme, indirect jusqu'alors, vient relayer la haine anti-immigrée. La réhabilitation du nazisme s'affiche dans la presse d'extrême droite : "L'Allemagne national-socialiste a certainement commis des erreurs et des crimes. Le plus grave, ce fut de n'avoir pas su résister à l'épreuve de force et d'avoir été écrasée. Toute la réussite sociale accomplie en six ans de 1933 à 1939 a été détruite et balayée", peut-on lire dans "National Hebdo" n° 390. Le Pen agite le spectre historiquement daté d'un complot judéo-maçonnique : il a encore accusé Chirac (dans une interview à "National Hebdo", le 10 février) d'avoir fait un pacte avec le B'naï Brith (obédience maçonnique juive) pour l'écarter. Le filon anti-immigré n'est pas abandonné pour autant : Jean-Yves Le Gallou vient de déclarer qu'il était "partisan d'une loi limitant, pour les étrangers, l'accession à la propriété foncière et immobilière en France, y compris les Européens." La dernière campagne dans la presse d'extrême droite se place sur le terrain de la rue : en accusant le Parti socialiste de mettre en danger la paix civile, elle cautionne sournoisement des débordements. Cette montée en charge a de quoi alimenter la crainte des Français à l'égard du Front national. D'après un sondage SOFRES-"Figaro magazine", 60% des Français ont peur du FN. Quand on sait quel appui financier et logistique peut apporter au FN l'élection de conseillers régionaux et cantonaux, il serait bon que ce rejet se retrouve dans les urnes et pas seulement dans les têtes.

Bernard Chaouat



Fidélité

Samedi dernier, Hellemmes dans le Nord. Une fête de la rose avec beaucoup de monde. L'atmosphère est amicale et joyeuse. Le spleen socialiste, ici on ne connaît pas. On mesure les difficultés, on en parle. On voudrait que les choses changent davantage, et vers davantage de social. Mais on n'est pas découragé, désemparé, au contraire. On ne confond pas chaque matin sa main gauche avec sa main droite.

Après l'intervention du président du conseil général et après la mienne, nous remettons une médaille à une militante pour ses cinquante-cinq ans de parti. Belle femme, grande femme, qui respire la bonté et la fidélité de conviction. La médaille porte Jaurès en effigie. Elle est émue. Elle nous parle à mi-voix, nullement un discours, une confidence. Elle nous dit sa fierté d'être socialiste.

Depuis cinquante-cinq ans, elle en a vécu des cahots, des bas et des hauts, des bouleversements. Mais elle est restée fidèle, non à un dogme : à une espérance. Sans aucun sectarisme, jamais. En politique, l'aveuglement est un drame, la fidélité une vertu. La fidélité ? Elle n'est pas à la mode, je sais, mais n'est-ce pas tout de même la vertu la plus grande ?

Laurent Fabius

campagne électorale en Limousin

La région existe. On peut rencontrer ses actions sur le terrain, là où les socialistes, qui ont été à l'origine de la décentralisation, mettent en œuvre le développement local. Pour les observer, il suffit de suivre Robert Savy, président du conseil régional.

Canton de Saint-Léonard-de-Noblat. Dix communes et 10.000 habitants, à l'est de la Haute-Vienne. C'est la campagne limousine. Devant l'imprimerie Montibus, on attend le président du conseil régional. Un grand et solide bonhomme sort de la voiture, cheveux en brosse, petite barbe blanche : Robert Savy. C'est sur lui que reposera la campagne électorale.

60 ans, agrégé de droit public, conseiller d'Etat, Robert Savy est entré en politique sur le tard. "Mais j'ai toujours aimé intervenir pour la dimension collective des chose, affirme t-il." On lui reproche d'être un peu austère. Pourtant, "le réveil du Limousin, c'est lui", dit-on encore.

Accompagné de maires, de conseillers régionaux, il va, d'entreprises en salles polyvalentes, vérifier l'utilisation des subventions régionales : de l'instruction civique en trois dimensions. "Vous voyez que l'argent de la région n'a pas été perdu, assure le responsable de l'imprimerie Montibus." On bavarde, pendant un bon quart d'heure, au milieu du bruit des machines.



Saint-Léonard-de-Noblat : Robert Savy visite une usine de porcelaine. ▼

Plus tard, c'est la visite d'un lycée : un tiers du budget de la région est consacré à l'éducation. Le lycée Bernard-Palissy est plus que centenaire. Ses effectifs baissaient. Le rectorat envisageait la fermeture. "Alors, nous nous sommes tournés vers vous", explique le proviseur. L'ancien -préau et escalier de bois- cohabite avec le nouveau -matériel informatique pour les cours du BEP "communication administrative et comptable"- ; chantier -grue et béton- où s'élèveront des bâtiments neufs.

Sillonner les routes du canton de Saint-Léonard-de-Noblat suffit à démontrer que le Limousin n'est pas le désert que l'on dit parfois. Parcourant les locaux clairs et spacieux des usines de porcelaine, Robert Savy jubile. Il fait la connaissance de chefs d'entreprise pleins d'allant. Cas exemplaire de l'entreprise Defaye-Lejeune-Médard, à Sauviat-sur-Vige. Une reprise réussie par un jeune barbu de 40 ans, parti de rien, juste un BEP. Avec des étincelles dans les yeux, il explique sa philosophie "pas d'embauches trop rapides pour que chacun ait le temps de trouver sa place... Avec soixante-dix salariés, je suis le seul gros employeur de cette zone et j'y pense tous les matins."

Robert Savy boit du petit lait. "C'est intéressant, la France... Pour certains, la politique, c'est cela. Ce n'est pas ceux que l'on voit le plus souvent. Les médias nationaux ne s'y intéressent pas... On me demande parfois mon avis sur les affaires locales, jamais nationales. Comme si l'homme politique local ne pouvait avoir d'avis pertinent sur les questions de ce monde." La politique, ce devrait être un mouvement perpétuel entre les gens, dans leur vie, et les sommets. C'est le raccommodage qu'il faudrait opérer.

"LE LIMOUSIN A CESSE D'ETRE UNE ILE"

Est-il recroquevillé, ce chef d'entreprise qui commence par s'excuser ? "La salle d'échantillons est un peu pauvre. Le reste est en exposition à Francfort, où se tient le salon des Arts de la table." Souci de l'extérieur, également, chez un agriculteur, dont le fils est engagé dans une diversification maraîchère, soutenue par la région. M. Poutissou, tout rond, gilet grenat à fermeture éclair, casquette plate vissée sur la tête, parle de la PAC : "Il ne faut pas que ce soient les technocrates qui nous gouvernent, monsieur le président." Les pieds dans le paille, Robert Savy flatte le museau de solides taurillons, au pelage fauve flamboyant. "Le Limousin a cessé d'être une île", commente-t-il.

Robert Savy ne veut pas se retrancher derrière les murs du conseil régional, en notable frileux. "Personne ne m'a demandé si j'avais participé à des magouilles. Si on m'en parle, je ne vais pas raser les murs", clame le rapporteur de la loi sur le financement des partis...

La dimension nationale de l'élection apparaît au cours d'une rencontre avec les militants, à laquelle s'est joint Alain Rodet, député de la circonscription et maire de Limoges : "Nous portons une responsabilité nationale qui nous dépasse un peu. La perte de la région Limousin serait un mauvais présage pour les législatives de 1993... On a pris, ici, l'habitude des élections confortables. Votre travail, c'est de réveiller la fidélité de gauche."

"MOI, JE VIS ICI"

L'opposition de droite ne sera pas la dernière à politiser la campagne. Ce jour-là, elle a dépêché sur place E. Balladur. Alors, Michel Rocard a été invité, le 13 mars, pour faire pendant aux meetings chiraquiens. Robert Savy a fourbi ses arguments face à cette pointure nationale : "Nous n'avons pas la même conception du développement d'une région. Chirac fonctionne par des coups : exporter telle filiale, tel centre social. Nous, nous pensons qu'il faut soutenir les initiatives du tissu. Chirac a une résidence secondaire en Corrèze. Moi j'y vis, mes enfants y vivent, et ce qui s'y passe ne peut m'être indifférent."

M.T.

■ LA REGION LIMOUSIN ■ ET LE CANTON DE SAINT-LEONARD

Le canton a reçu 28 MF d'aides de la région, entre 1986 et 1991.

- **AIDES ECONOMIQUES** : *11 MF (soutien de l'activité et de l'emploi d'une quinzaine d'entreprises).*
- **AGRICULTURE** : *2 MF (filière viande, installation de douze jeunes agriculteurs).*
- **SALLES POLYVALENTES** : *687.000F.*
- **EDUCATION** : *9 MF (travaux, fonctionnement, équipement).*
- **INFRASTRUCTURES** *(amélioration d'une départementale).*
- **SANITAIRE ET SOCIAL** : *1,8 MF (réhabilitation de 129 logements, équipements collectifs).*
- **TOURISME** : *21.000 F (Gîtes ruraux).*
- **FORMATION PROFESSIONNELLE** : *1 MF (atelier pédagogique personnalisé).*

Ligue des droits de l'homme

La Ligue des droits de l'homme a tenu son 72e congrès national -elle a été fondée au moment de l'affaire Dreyfus en 1898- les 8 et 9 février à Strasbourg. Thème choisi cette année : "être citoyen en Europe".

A l'heure où l'Europe prend une certaine réalité politique avec l'acte unique et les accords de Maastricht, la réflexion sur la citoyenneté est plus que jamais nécessaire. Citoyenneté européenne, mais aussi nationale et locale. L'abstentionnisme qui "joue en faveur des forces les plus xénophobes, les plus hostiles à l'égalité des droits, les plus favorables à toutes les exclusions sociales, sexuelles et ethniques" est un sujet de préoccupation. Pour "élever et élargir la riposte", la Ligue tente de réanimer un militantisme au quotidien.

Dans le prolongement de la manifestation du 25 janvier, une semaine d'action contre le racisme sera organisée du 24 au 29 février. La LDH est aussi à l'origine d'un appel à la solidarité pour Salman Rushdie. ■

quand les impôts vont au FN

Jour tranquille au conseil général de la Loire. Au programme des délibérations, les subventions à verser aux associations, dont celle soutenue par les interventions ardentes du député Pascal Clément en faveur du Cercle national des combattants. "Toutes les opinions ont le droit de recevoir notre aide, toutes les associations ont le droit de vivre", argumente-t-il face aux conseillers du PS et du PC qui rappellent au président Lucien Neuwirth ce qui se cache derrière l'appellation CNC. Peine perdue, la droite majoritaire vote la subvention. Hypocrisie ou aide volontaire au FN ?
Car, rappelons-le (lire "Mieux connaitre l'extrême droite", édité par le secrétariat à la Formation du PS), ce cercle, fondé en décembre 1985 sous l'autorité toute militaire de Roger Holeindre, se montre très actif et organisé. Il groupe anciens combattants, amis de l'armée, militaires de réserve qui se reconnaissent dans la "défense de l'identité française".
C'est cette organisation qui tente d'obtenir le réhabilitation de Le Pen accusé d'avoir torturé en Algérie ou de réécrire l'histoire en choisissant le négationnisme et le révisionnisme les plus outranciers. Colloques, séminaires, universités d'été ou soirées permettent de rassembler les fidèles dans le château de Neuvy-sur-Barangeon (Cher) que l'ex-empereur Bokassa leur loue. Surtout, le CNC organise des camps d'été à destination des "cadets", où jeunes de 8 à 18 ans portent l'uniforme, saluent les couleurs dans une discipline et un esprit guerriers qui rappellent d'étranges souvenirs. Le CNC cherche, en outre, de plus en plus, à agir dans les milieux harkis.
Voilà la destination de quelques milliers de F des contribuables de la Loire.
Un peu partout, des exemples semblables peuvent être relevés. N'hésitez pas à nous les faire connaître, nous devons les dénoncer.

L.C.-S.



▲ *Pour Lionel Jospin, la responsabilité de l'Etat et l'autonomie des établissements scolaires vont de pair.*

Léotard, ou l'éducation à la casse

Face à Lionel Jospin, Léotard définit le credo éducatif de l'UDF : mise en cause de la fonction publique enseignante, liberté de créer des écoles, un bac selon les régions, et que le meilleur gagne !

Voilà au moins un coup de poing clairement asséné. Débattant avec Lionel Jospin, lors de l'émission d'Anne Sinclair, "Le Point sur la table", F. Léotard, président du Parti républicain, annonce la couleur : "Le système éducatif est un pneu crevé". L'assouplir, le réformer, impossible pour le dirigeant du PR qui propose de dissocier le financement de la "prestation scolaire". Autrement dit, l'Etat continue à payer des écoles incontrôlées. Lesquelles ? "Des écoles privées, des écoles régionales, des écoles industrielles, des écoles religieuses", suggère Léotard qui souhaite l'apparition "d'entrepreneurs d'école" et l'avènement d'un "marché du travail des enseignants", comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Dans ce système, le chef d'établissement, devenu "chef d'entreprise éducative", décide. De tout ou presque. Y compris la gestion des enseignants et des programmes, le bac n'étant "pas nécessairement le même à Limoges et Strasbourg". A lui également, estime le PR, la responsabilité de payer différemment leurs enseignants selon le travail fourni.
Une fois de plus, Léotard a plaidé pour le transfert de compétence à la région. Donnera-t-il aux établissements une plus grande liberté ? "Une étude faite dans onze pays de l'OCDE, soulignait Lionel Jospin, montre que lorsque l'Etat a des responsabilités plus importantes, les établissements sont plus autonomes que dans les structures où les régions ont des responsabilités plus importantes." Pire, "les systèmes éclatés, dépendant des régions, voire des communautés de villes, génèrent une formidable inégalité. 50% des jeunes sortent sans qualification du système britannique", a-t-il rappelé.
Apôtre du "tout région", C. Millon, également sur le plateau, n'a pas brillé par ses performances : la dépense de fonctionnement par élève, en Rhône-Alpes, est de 1.304 F, (quatorzième région sur vingt-deux !). Reste à savoir comment ces idées ultra-libérales s'accorderont avec celles, centralisatrices, d'une grande partie du RPR. Sur RTL, Séguin a affirmé son allergie à la décentralisation : l'école de la République ne peut être pour lui qu'une et indivisible. Les uns ou les autres ont des idées bien arrêtées. Et totalement inconciliables. Comment pourraient-ils donc gouverner ensemble ?

P.J.

■ VOYAGE D'ETUDE EN RFA ■

Dans le cadre des actions internationales de formation, le secrétariat national à la Formation organise, du 14 au 16 mai, en Allemagne, un voyage d'étude, consacré au système dual de formation professionnelle (apprentissage-alternance).
Le voyage d'étude comporte deux aspects : rencontres politiques avec des responsables du SPD et visite d'un centre de formation et d'une entreprise. Une conférence présentant le système dual et ses incidences est prévue. De même, des contacts ont été noués pour rencontrer des responsables syndicaux et patronaux. Ce voyage d'étude, dont le coût s'élèvera à environ 3.000 F, voyage compris (prise en charge par le budget formation des municipalités et des régions pour les élus et par les fédérations pour les militants), est destiné aux camarades intéressés par la formation professionnelle et par l'apprentissage.

Nom, prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Date de naissance : .....
Responsabilités : .....
Fédération : ..... Section : .....
Mandats électifs : .....
Autres activités (syndicales, associatives) : .....
.....

IMPORTANT : joindre un chèque de caution de 1.500 F avec ce bulletin, avant le 6 mars 1992.

LES PRESIDENTIELLES ET L'ECONOMIE US

Bush, rien ne va plus

"Il faut déclarer l'état d'urgence économique". L'affirmation de l'ancien gouverneur du Massachusetts, Paul Tsongas, donné favori pour les primaires démocrates, résume bien la gravité de l'état de l'économie américaine qui sera au cœur de la campagne présidentielle.

"Des sept grandes nations industrielles qui composent le G 7, trois d'entre elles -la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada- connaissent une récession semblable. Ce sont d'ailleurs les trois économies qui sont allées le plus loin sur le chemin de la déréglementation financière." Cette phrase lourde de sous-entendus n'est due ni à un professeur de sciences économiques keynésien d'une faculté "gauchiste" ni à un dirigeant de l'opposition des pays concernés. Elle provient d'un article, écrit pour le "Financial Times" par Nigel Lawson, ancien ministre des Finances de Margaret Thatcher.

Ainsi, les conservateurs, si prêts à dénigrer les socialistes et les sociaux-démocrates pour leur gestion de l'économie, avouent-ils être responsables par leur politique à courte vue des difficultés dans lesquelles leurs concitoyens doivent aujourd'hui se débattre. Quel aveu !

Mais il ne suffit pas de reconnaître ses erreurs. Encore faut-il pouvoir y remédier. Les chômeurs, les entrepreneurs en faillite et les contribuables américains ont été obligés de financer le renflouement des banques et des caisses d'épargne. Si elles sont si nombreuses à être en grande difficulté, c'est en raison de la politique économique du président Reagan. Beaucoup de citoyens, qui veulent sortir de cette situation financière angoissante, le feront sans doute savoir de façon claire, lors des prochaines élections qui doivent avoir lieu en Grande-Bretagne au printemps, et aux Etats-Unis et au Canada à l'automne.

Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bush a essayé de présenter un programme économique cohérent destiné à redonner confiance aux Américains dans leur économie et, accessoirement, dans la capacité de George Bush lui-même à sortir les Etats-Unis de la crise actuelle.

Malheureusement, le paquet-cadeau électoral du président, consistant à promettre quelques exonérations d'impôt supplémentaires (mais temporaires), ne semble pas avoir vraiment persuadé ni l'opinion publique, ni les nombreux économistes américains, qu'une solution durable avait été trouvée. D'une certaine façon, la rhétorique consistant à répéter sans arrêt qu'il faut à tout prix diminuer les impôts afin d'encourager, qui l'épargne, qui l'investissement, qui la consommation, finit par être contre-productive, car l'opinion publique s'habitue et en vient à anticiper la prochaine baisse d'impôt, c'est-à-dire en



fait à reporter à plus tard l'épargne, l'investissement ou la consommation que les réductions étaient censées accélérer. En outre, malgré un effort considérable et louable pour diminuer des dépenses militaires, ces réductions d'impôt, qui profitent souvent plus aux riches qu'aux pauvres, ne permettent en aucune façon de résoudre la question lancinante du déficit budgétaire : au contraire, plus le déficit est grand, plus les remboursements (capital et intérêts) seront lourds pour les budgets suivants. C'est un cercle vicieux bien connu que les socialistes français, pour leur part, ont tout fait pour éviter. Cette année, après cinq ans de prétendus efforts pour diminuer le déficit, il atteindra en définitive le chiffre record de 400 milliards de dollars, soit 6% du PNB ! Même les projections de l'administration jusqu'à l'horizon de l'an 2000 ne prévoient pas une diminution significative du déficit. Incroyable, mais vrai et inquiétant.

Pourtant, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent aux Etats-Unis, et même chez les républicains, pour dire que la situation est intenable. Il faudrait donc à la fois diminuer davantage les dépenses militaires (à cet égard, le retrait des troupes américaines d'Europe n'en est qu'à son début) et, parallèlement, prendre l'argent là où il est, c'est-à-dire chez les riches Américains.

Car les besoins sont criants. Le réseau routier est dans un état de délabrement avancé, y compris les fameuses autoroutes californiennes. Le réseau de chemin de fer... n'est presque plus utilisé pour le transport des passagers, les transports urbains sont souvent inexistants, d'où une pollution insupportable, comme à Los Angeles. Le système d'éducation est en crise depuis tellement longtemps que plus personne ne semble se souvenir de la période où il fonctionnait convenablement sauf, naturellement, les universités, parce qu'elles sont payantes. Le système de santé ne donne pas plus satisfaction. Les médecins, menacés de procès à la moindre erreur de diagnostic, multiplient les analyses de plus en plus complexes et chères, d'où un emballement des dépenses qui font que l'assurance maladie devient un luxe dont sont exclus des millions d'Américains. Ce problème figure parmi les trois thèmes de la campagne présidentielle qui s'amorce. Même le président Bush a pris conscience du phénomène et propose un plan de réforme. Les démocrates avancent des réformes beaucoup plus systématiques, voire, dans certains cas, l'instauration d'un système à l'européenne de sécurité sociale généralisée.

Car, ce qui frappe depuis quelques mois aux Etats-Unis, c'est le lent, mais évident recentrage de la politique américaine. Et le recentrage, aux Etats-Unis, ne peut se faire que vers la gauche. On peut s'attendre à ce que des thèmes traditionnellement sociaux-démocrates, tels que les dépenses d'infrastructure, l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, se retrouvent au centre du débat pour les élections présidentielles de novembre. L'effondrement du modèle prétendu socialiste des pays de l'Est aura ainsi libéré des revendications qui ne pouvaient s'exprimer jusqu'ici de façon claire car elles étaient assimilées par l'opinion publique américaine, à tort, à l'antimodèle soviétique. C'est une des conséquences les plus inattendues de l'effondrement du communisme.

Axel Queval



Depuis un an, les conditions de vie n'ont pas beaucoup changé.

les Kurdes d'Irak à la recherche de l'autonomie

Le Kurdistan irakien a quitté la une et, pourtant, la population s'y organise, la vie politique se structure, des élections se préparent. Visite de "la zone de sécurité" en quête d'une nouvelle autonomie.

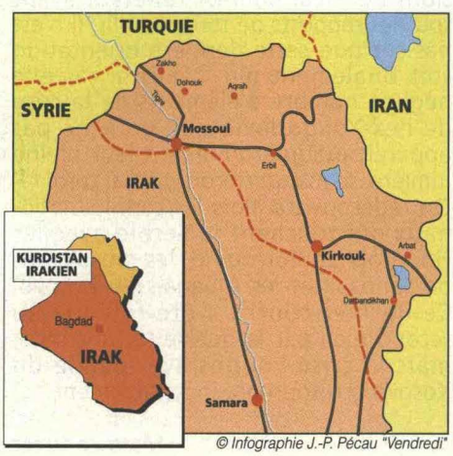
A l'automne dernier, le gouvernement irakien proposait un marché aux fonctionnaires du nord du pays : quitter leurs postes pour regagner les villes de Mossoul et Kirkouk sous contrôle gouvernemental ou cesser d'être rémunérés. Résultat : depuis bientôt quatre mois, les administrations, les écoles, les hôpitaux fonctionnent avec du personnel non payé. Parallèlement, les représentants des structures d'encadrement et de répression -l'armée, la police, les services secrets, le parti Bass- ont quitté le Kurdistan irakien, reconnaissant implicitement qu'ils ont perdu le contrôle de cette zone. La région vit donc actuellement sans véritables institutions administratives ni lois. Il y règne une ambiance de liberté et une farouche volonté de s'organiser, malgré les pénuries, la rudesse de l'hiver et le pouvoir excessif des milices.

UN PEUPLE QUI NE BAISSE PAS LES BRAS

Les Kurdes ont fondé un quotidien, "Le Nouveau Kurdistan", publié depuis le 26 janvier. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dispose également de la chaîne de télévision de Souleymaniyé, à la frontière iranienne, et diffuse, avec des moyens presque artisanaux, des informations qui tiennent en haleine quatre millions de Kurdes refusant les images de Saddam Hussein. Les associations fleurissent pour reconstruire le pays, venir en aide aux femmes ou faire la lumière sur les disparitions, tortures et persécutions perpétrées par le gouvernement irakien sur la population kurde.

Le Kurdistan irakien est au bord de l'asphyxie économique. La population souffre d'un véritable embargo, ne recevant plus de Bagdad que 30% du minimum garanti aux Irakiens par le gouvernement. Les entreprises ne fonctionnent plus faute de matières premières, les prix flambent sur les marchés : une boîte de lait maternisé coûte 27 dinars et un poulet congelé 20 dinars alors que le salaire moyen est de 150 dinars par mois ! L'aide internationale, principalement adressée aux réfugiés, est loin de compenser les manques. Alors que la région vit l'hiver le plus froid depuis vingt ans, les distributions de kérosène ne permettent de se chauffer que deux jours par mois. De plus, malgré l'aide de la communauté internationale pour construire des petites maisons, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes vivent toujours sous des tentes.

C'est dans ce contexte que s'est tenu, du 27 au 31 janvier, le congrès de l'Union patriotique du Kurdistan, premier congrès public après des années de clandestinité. C'est avec une attention soutenue que les 627 délégués, venus de tout le Kurdistan, ont écouté les différents représentants des partis de la région, les responsables des associations amies, les invités des pays voisins. Des commissions se sont réunies pour discuter de la rénovation du Parti, de l'adoption d'un programme électoral ainsi que des questions primordiales à court terme de l'autonomie ou de la négociation.



© Infographie J.-P. Pécau "Vendredi"

En effet, dans le nouveau contexte international, un nombre toujours plus grand de membres de l'UPK réclame une autodétermination pour obtenir, à terme, l'indépendance. Pourtant les leaders des deux principaux partis kurdes, Jalal Talabani (UPK) et Massoud Barzani, responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se prononcent toujours en faveur de l'autonomie, même s'ils le font de manière différente. Pour l'UPK, elle n'est qu'une étape vers l'autodétermination, alors que pour le PDK, l'autonomie est la seule revendication crédible pour les Kurdes.

Ces analyses entraînent deux approches des négociations. Pour Talabani, elles n'ont plus lieu d'être, car Saddam Hussein n'est prêt à aucun compromis. Pour Barzani, le seul interlocuteur pour négocier une autonomie du Kurdistan reste le pouvoir de Bagdad. Il prône la poursuite des négociations tout en maintenant la paix et la stabilité pour le peuple kurde.

Les deux partis sont déjà en lice pour les élections générales, qui sont prévues pour le 3 avril prochain. L'élection de représentants légitimes du peuple kurde permettrait de clarifier les rapports de force entre les partis, de mettre en place de nouvelles administrations, de limiter le rôle des milices et d'assurer l'existence démocratique et une certaine reconnaissance internationale du Kurdistan, renforçant les positions des Kurdes dans d'éventuelles négociations avec Saddam Hussein.

Mais même si des instances représentatives sont démocratiquement élues, il est fort possible que cette nouvelle tentative d'autonomie ne puisse aboutir. En effet, aucun signe ne vient de Bagdad pour relancer les négociations. Le pouvoir n'est pas prêt à perdre le contrôle des zones pétrolières de Kirkouk. De plus, une fois l'ONU partie, rien n'empêchera Saddam Hussein de reprendre les persécutions contre les Kurdes. Enfin, après les grandes mobilisations humanitaires de l'an dernier, lorsque deux millions de Kurdes ont choisi le chemin de l'exode, l'intérêt international est largement retombé et ce peuple a parfois l'impression d'être retombé dans l'oubli d'où la guerre du Golfe l'avait tiré dans des conditions bien douloureuses.

Brigitte Bloch

les Nations Unies interviennent en Croatie

Sauf nouveau rebondissement, les "casques bleus" se déploieront début mars dans les trois zones revendiquées par les Serbes.

Les autorités de Belgrade disposent des moyens nécessaires pour venir à bout de l'opposition du chef des milices de l'enclave serbe de la Krajina. Les Européens et la France, en particulier, qui participera pour plus du quart au contingent prévu de 14.000 soldats, ont poussé le Conseil de sécurité à prendre sa décision sans plus tarder. La démilitarisation de ces territoires et leur surveillance par les Nations Unies réduiraient considérablement les risques d'une reprise de la guerre et favoriseraient l'enclenchement d'une dynamique de paix pour l'ensemble de l'ex-Yougoslavie.



▲ *A Vukovar, l'espoir.*

Mais la complexité des questions qui se posent dans cet espace et leur imbrication est telle qu'il faut se garder de tout optimisme excessif. Une difficulté majeure réside dans l'interprétation totalement contradictoire que Serbes et Croates donnent à l'accord sur le statut et l'avenir des territoires contestés. Elle se résume à la question de savoir s'ils ont été légitimement "libérés" ou illégitimement "conquis". On peut imaginer que si la direction serbe s'est convertie aux bienfaits d'une intervention extérieure si longtemps refusée, c'est non seulement qu'elle y a été contrainte par des nécessités intérieures et des pressions étrangères, mais aussi qu'elle a reçu des assurances sur une application de l'accord qui ne l'acculerait pas à une renonciation totale à ses buts de guerre. En sens inverse, les résistances de dernière heure du gouvernement croate à l'acceptation inconditionnelle du plan Vance, alors que la Croatie réclamait depuis longtemps l'intervention internationale, s'explique par la crainte d'avoir en fin de compte à payer le prix de l'indépendance par des cessions de territoires.
C'est probablement le désir de compenser cette perte possible par un gain réalisé ailleurs qui est à l'origine du revirement croate sur la question de la Bosnie-Herzégovine. La filiale locale du parti de Franjo Tudjman vient en effet de rompre son accord avec le président Alija Izetbegovic et de demander, comme les Serbes, un découpage de cette république entre les trois peuples qui la composent, ce que refusent les Musulmans. Cette opération permettrait, à terme, le rattachement de l'Herzégovine occidentale, à peuplement croate compact, à la Dalmatie du Sud et, donc, un agrandissement de l'Etat croate, au risque de provoquer l'éclatement tant redouté de la Bosnie-Herzégovine, où l'extrême imbrication des nationalités interdit tout partage sur critères ethniques. Les dirigeants du Parti nationaliste croate formulent ainsi en Bosnie-Herzégovine une revendication qu'ils estiment inadmissible de la part des Serbes en Croatie.

RESPECT DES PRINCIPES OU "REAL POLITIK" ?

Le médiateur européen, lord Carrington, amènera peut-être les représentants des trois peuples de Bosnie-Herzégovine à un compromis avant le référendum sur l'indépendance prévu pour le 29 février. Mais cet exemple illustre les conséquences néfastes de la division de l'intervention internationale entre la Communauté européenne d'une part et les Nations Unies de l'autre. La première a établi un corps de doctrine, notamment à travers les avis émis par la commission d'arbitrage présidée par Robert Badinter, fondé sur le droit des républiques yougoslaves à leur indépendance dans leurs frontières actuelles et la reconnaissance à tous les groupes nationaux de leurs droits, garantis internationalement. Elle s'est malheureusement montrée impuissante à faire respecter ces principes. Les positions de l'ONU sont davantage marquées par des considérations de "real politik" reflétant avant tout les rapports de force établis. Il n'est pas sûr que cette dernière orientation soit finalement plus réaliste, car elle néglige nombre d'éléments de la crise de l'ex-Yougoslavie qui, pour ne pas apparaître aujourd'huidans leur pleine lumière, se manifesteront tôt ou tard.
On redécouvrira alors les conflits nationaux qui touchent la Serbie avec les Hongrois de Voïvodine, les musulmans de Sandzak et les Albanais du Kosovo. Ce dernier conflit a été relegué au second plan par la guerre serbo-croate, mais la crise yougoslave, partie du Kosovo, y retournera inévitablement.

Maurice Lazar

BREF... EN BREF... EN

■ **Carlos Menem à Paris.**
C'est la première visite en France du président argentin à l'image contrastée depuis son investiture en 1989.
Il espère attirer les investisseurs français après les résultats économiques satisfaisants qu'il a obtenus.

■ Au Pérou, le Sentier Lumineux a assassiné Maria Helena Moyano (36 ans), adjointe au maire d'un bidonville de Lima, alors qu'elle participait à une réunion de la Fédération des femmes de Lima. Depuis un an, menacée de mort par cette organisation terroriste, elle a consacré sa vie aux organisations de soutien aux plus pauvres. Le 16 février, elle avait défié les guérilleros en prenant la tête d'une marche pour la paix.

■ **En Haïti, l'armée multiplie ses attaques contre les partisans du président renversé Jean-Baptiste Aristide.**
Selon Amnesty International, environ 1.500 personnes ont été tuées depuis le 30 septembre.

■ 48 morts aux Philippines (38 soldats et 10 maquisards) lors d'une attaque de la guérilla communiste contre une patrouille militaire. C'est l'un des affrontements les plus meurtriers depuis l'arrivée au pouvoir de Corazon Aquino, en 1986.

■ **Accord entre la France et l'Afrique du Sud pour des "opérations communes" en matière d'électricité.**

■ Violente répression au Zaïre, le 16 février, contre les marches de chrétiens qui demandaient pacifiquement la reprise des travaux de la Conférence nationale, suspendus le 19 janvier par le gouvernement Mobutu. Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, faisant au moins treize morts.

■ **La démocratie mise à mal en Côte-d'Ivoire.**
Lors de la marche de protestation des partis de l'opposition, le 18 février, plusieurs de ses dirigeants, dont L. Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien, ont été interpellés de façon brutale.
Le PS inquiet, demande leur libération.

■ En riposte à l'assassinat de trois soldats israéliens, le 15 février, l'armée israélienne a effectué un raid au Sud-Liban faisant seize morts, dont le chef du Hezbollah pro-iranien, cheikh Abbas Moussaoui. Ce n'est pas ce regain de violence mais l'arrestation de deux membres de la délégation palestinienne, accusés de terrorisme par Israël, qui a conduit l'OLP à renoncer à se rendre à Washington pour la suite des négociations israélo-arabes, le 24 février.

■ **Le Parti travailliste et le Likoud israéliens devraient désigner cette semaine leur candidat au poste de premier ministre, à quatre mois des élections législatives.**
Pour le premier, la lutte se résume au duel Perès-Rabin (cf "Vendredi" n° 130, du 31 janvier).
Pour l'autre, David Lévy affronte Itzhak Shamir, grand favori.

DOSSIER

Elections régionales et cantonales dans un mois.

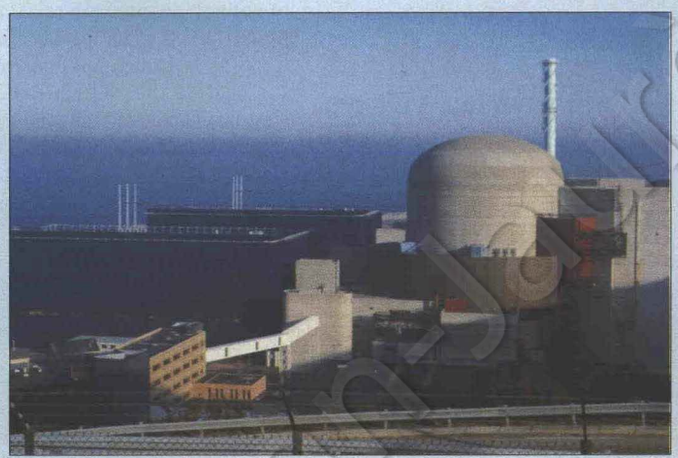
Suite du panorama politique, région par région.

Aujourd'hui, Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Aquitaine.

BASSE-NORMANDIE



Campagnes grasses. Vaches plantureuses. Camembert ou Livarot... La Basse-Normandie, ce n'est plus seulement cela. La gauche fait des propositions contre la droite conservatrice qui tient encore les rênes de la région.



▲ *Manche : centrale nucléaire de Flamanville.*

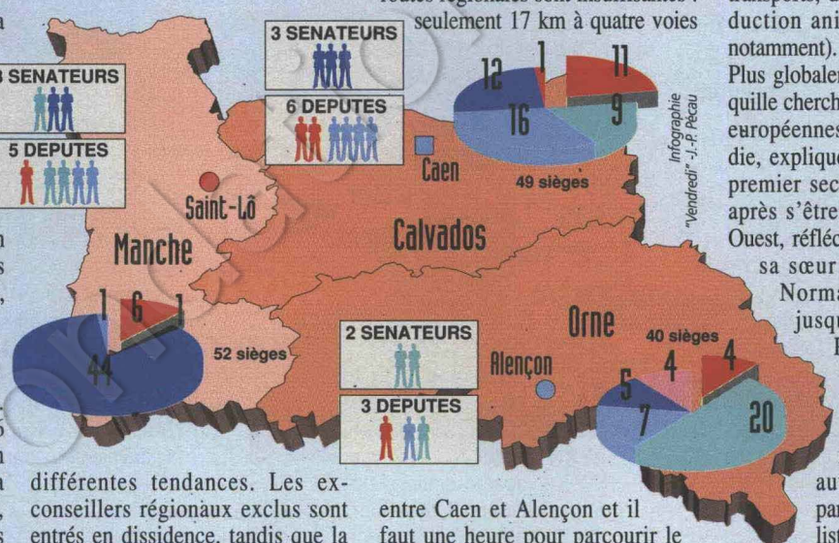
Dossier préparé par Maryline Trassard

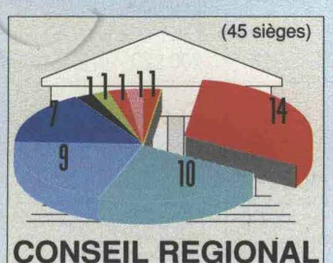
"Il y a un siècle, rappelle Bernard Jourdain, premier secrétaire de l'Orne, la municipalité d'Alençon a refusé le passage de la liaison ferroviaire entre Paris et l'Ouest, par peur du dérangement. C'est Le Mans qui l'a récupérée." Ainsi, la Basse-Normandie a pu rester tranquillement à l'écart, "endormie dans la fausse sécurité d'une agriculture prospère mais fragile, commente Louis Mexandeau, et, ces dernières années, les dirigeants de la droite ne se sont réveillés que d'un œil." Les trois départements et la région (quatorze PS sur quarante-cinq sièges) sont bien ancrés à droite. Mais les socialistes dirigent des villes importantes, comme Cherbourg et Saint-Lô.

La Basse-Normandie était le duché de M. d'Ornano, maire de Deauville et ancien ministre de Giscard. Il avait assuré sa succession dès 1986 en plaçant à la tête de la région son chef de cabinet, R. Garrec. Mais sa disparition accidentelle, en 1990, a ouvert la porte aux batailles internes. Dans l'Orne, la jeune génération cherche à déboulonner le sénateur H. d'Andigné, qui s'incruste à la présidence du conseil général. Dans la Manche, la liste officielle est composée des apparatchiks des différentes tendances. Les ex-conseillers régionaux exclus sont entrés en dissidence, tandis que la profession agricole, s'estimant mal représentée, pourrait faire de même. Le maire du Mont-Saint-Michel, de son côté, a constitué sa propre liste. L'émiettement vaut aussi pour les écologistes qui, autour du député européen Didier Anger, ont appuyé leur essor sur la contestation de l'activité nucléaire de La Hague et de Flamanville.

Les socialistes ont conscience que l'éparpillement des listes opposées ne suffira pas à leur permettre de s'imposer. Ils se battent, derrière Louis Mexandeau (Calvados), Pierre Mauger (Orne), Jean-Pierre Godefroy (Manche), sur des dossiers concrets. Aujourd'hui, l'urgence, c'est encore le désenclavement de la région. Electrification de la voie Paris-Caen-Cherbourg et mise à quatre voies de la RN 13. Même les routes régionales sont insuffisantes : seulement 17 km à quatre voies entre Caen et Alençon et il faut une heure pour parcourir le département de la Manche, tout en longueur, entre Avranches et Cherbourg. "L'avenir de la région, estime Jean-Pierre Godefroy, c'est la mise en synergie du pôle de recherche de Caen et de la recherche appliquée dans le Nord Cotentin, autour de la filière nucléaire." Il s'agit aussi de développer les potentialités des 500 km de façade maritime, aussi bien en matière de transports, de tourisme que de production animale (l'ostréiculture notamment).

Plus globalement, cette région tranquille cherche de nouvelles marques européennes. "La Basse-Normandie, explique Benoît Mesnilgrante, premier secrétaire de la Manche, après s'être tourné vers le Grand Ouest, réfléchit à une alliance avec sa sœur naturelle, la Haute-Normandie, pouvant aller jusqu'à la réunification." Parallèlement, elle tient à renforcer les liens avec sa voisine l'Angleterre et, d'une manière générale, avec les autres régions baignées par la Manche. Les socialistes, mêmes minoritaires dans les assemblées locales, y ont toujours été les principaux pourvoyeurs d'idées. Ils n'en manquent pas pour les années futures. ■





Source : INSEE	CALVADOS	MANCHE	ORNE	REGION
Population (habitants)	618.478	479.636	293.204	1.391.318
Variation recensement 1982→1990	+ 4,90 %	+ 2,94 %	- 0,77 %	+ 2,99 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	94.600	86.100	87.300	90.100
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	10,6 %	8,2 %	8,2 %	9,3 %







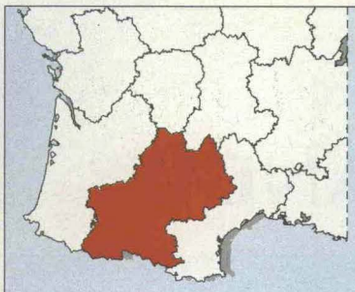
▲ *De haut en bas : Louis Mexandeau (CALVADOS) ; Jean-Pierre Godefroy (MANCHE) ; Pierre Mauger (ORNE).*







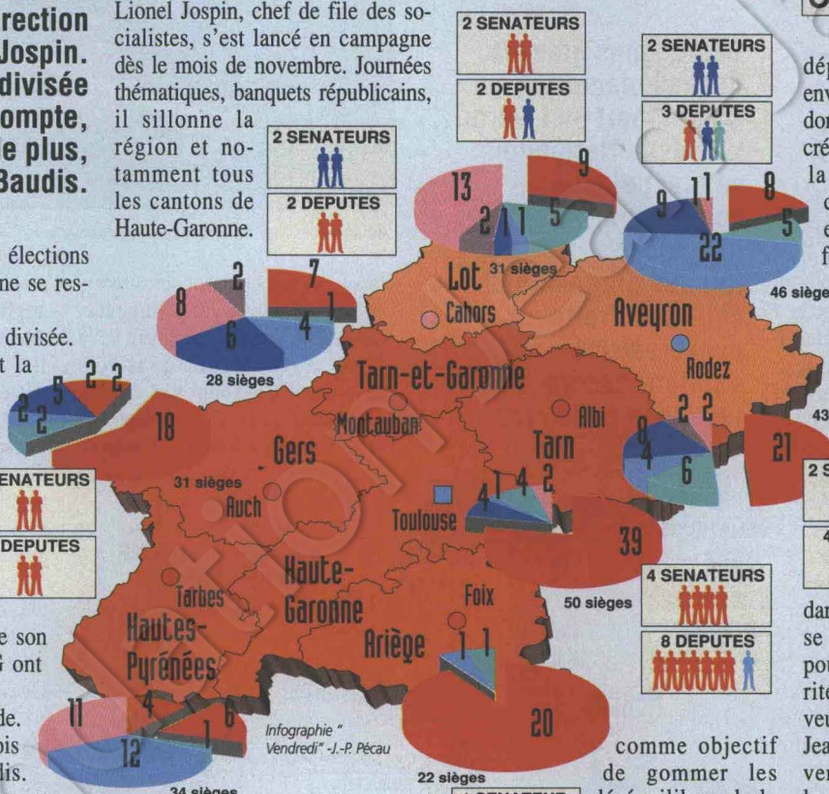


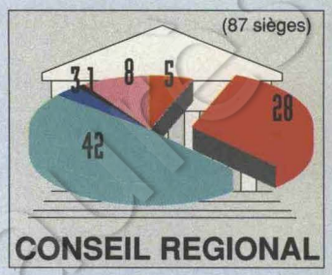
MIDI-PYRENEES

En Midi-Pyrénées, l'accord PS-MRG permet à la gauche de partir unie à la bataille sous la direction de Lionel Jospin. La droite divisée compte, une fois de plus, sur l'effet Baudis.

En Midi-Pyrénées, les élections régionales se suivent et ne se ressemblent pas.
En 1986, la gauche était divisée. Six ans plus tard, c'est la droite qui souffre de dissensions. En Ariège, en Haute-Garonne et dans le Tarn-et-Garonne, elle présente trois listes. Sans oublier le Front national.
Mais à l'opposé, la gauche a réussi à faire son unité : le PS et le MRG ont signé un accord.
La bataille s'annonce rude. Car la droite joue une fois de plus sur l'effet Baudis. Certes, le maire de Toulouse ne figure qu'en 32e position sur la liste conduite par M. Censi (UDF), président du conseil régional. Mais il s'est placé en première ligne de la campagne pour tirer son chef de file. "Censi-Baudis, c'est un couple bidon, ironisent les socialistes. Baudis ne siègera pas à la région, il est là pour tenir la main à Censi. C'est de la mystification."
Face à ce numéro de duettistes, Lionel Jospin, chef de file des socialistes, s'est lancé en campagne dès le mois de novembre. Journées thématiques, banquets républicains, il sillonne la région et notamment tous les cantons de Haute-Garonne.



Il s'appuie sur le travail de fond effectué depuis près de deux ans par le comité régional groupant les huit fédérations. Des colloques, des rencontres spécifiques, la préparation de dossiers par des groupes d'experts ont permis de dégager des propositions pour Midi-Pyrénées. "La droite a une conception de la région autocentrée sur la ville de Toulouse, explique Jean-Pierre Bel, tête de liste socialiste dans l'Ariège. Elle pense que de la prospérité de Toulouse naîtra le bien-être pour la région. En réalité, c'est l'inverse qui se produit puisque la région perd des emplois. La gauche se fixe comme objectif de gommer les déséquilibres de la région et d'aménager le territoire. Nous préconisons le partenariat région-département-villes moyennes et environnement rural. Nous demandons le rétablissement d'aides à la création d'emplois, supprimées par la majorité actuelle, qui a une conception libérale de la région, en pensant que les choses se feront naturellement."



Même si la gauche ne part pas favorite dans l'élection régionale, les jeux ne sont pas encore totalement faits. Compte tenu des divisions de la droite, le Front national, emmené par B. Anthony, alias Romain Marie, le président des comités Chrétienté-Solidarité, et les écologistes risquent de se trouver en position d'arbitres pour la composition d'une majorité. "A eux de dire avec qui ils veulent diriger la région, explique Jean-Pierre Bel. Les socialistes doivent être un noyau central avec lequel peuvent se passer des alliances. C'est notre objectif." Il n'est pas impossible à atteindre.

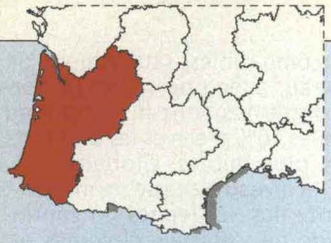
J.-P. B.

◀ *De haut en bas :*
Jean-Pierre Bel (ARIEGE) ;
Jean Rigal (AVEYRON) ;
Lionel Jospin (HAUTE-GARONNE) ;
Jean-Pierre Joseph (GERS) ;
Martin Malvy (LOT) ;
Pierre Forgues (HAUTES-PYRENEES) ;
Michel Castel (TARN) ;
Jean-Paul Nouzi (TARN-ET-GARONNE).

Voir dans "Vendredi" :
- *N°130,* NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE, CHAMPAGNE-ARDENNES.
- *N° 131,* BRETAGNE, LORRAINE, FRANCHE-COMTÉ.
- *N° 132,* POITOU-CHARENTES, PAYS DE LA LOIRE, LIMOUSIN.

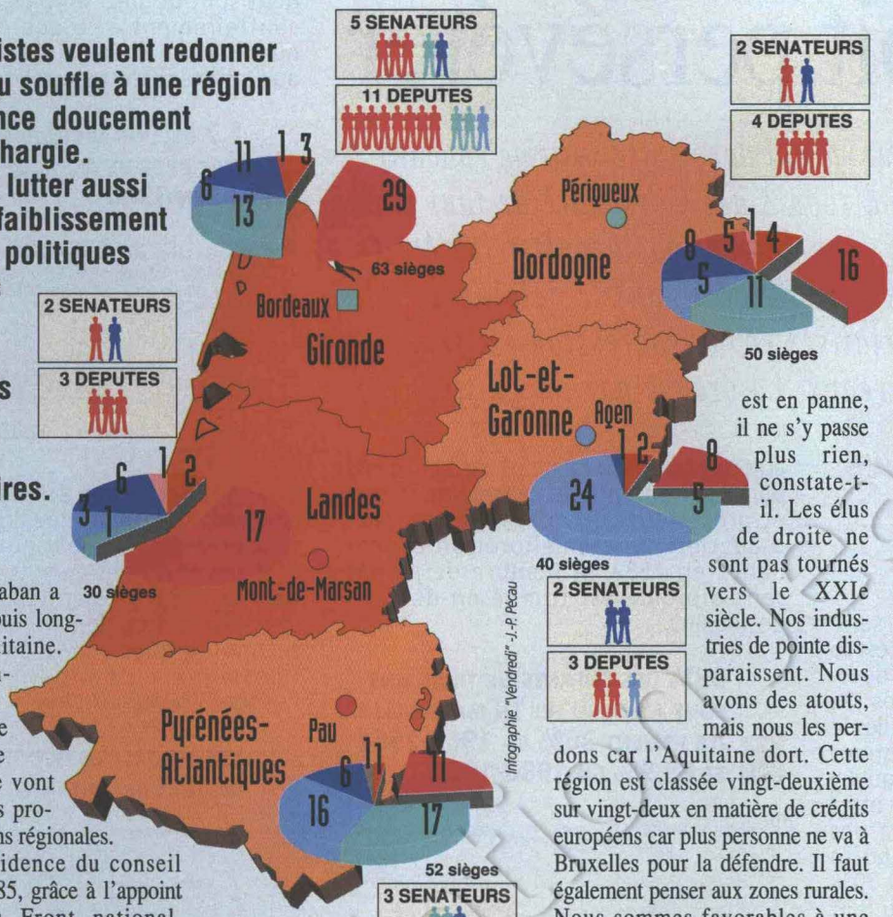
La semaine prochaine :
- LANGUEDOC-ROUSSILLON
- HAUTE-NORMANDIE
- PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Source : INSEE	ARIEGE	AVEYRON	HAUTE-GARONNE	GERS	LOT	HAUTES-PYRENEES	TARN	TARN-ET-GARONNE	REGION
Population (habitants)	138.455	270.141	925.962	174.587	155.816	224.759	342.723	200.220	2.430.663
Variation recensement 1982→1990	+ 0,53 %	- 3,05 %	+ 12,31 %	+ 0,25 %	+ 0,83 %	- 1,39 %	+ 1 %	+ 5,11 %	+ 4,53 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	73.900	78.600	98.400	78.600	81.600	85.900	84.300	76.400	87.300
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	9,3 %	6,0 %	10,8 %	7,1 %	8,3 %	11,3 %	9,5 %	10,8 %	9,6 %



AQUITAINE

Les socialistes veulent redonner un nouveau souffle à une région qui s'enfonce doucement dans la léthargie. Ils doivent lutter aussi contre l'affaiblissement des forces politiques classiques au profit des listes écologistes et des courants protestataires.



L'après-Chaban a commencé depuis longtemps en Aquitaine. Mais c'est encore sur fond de fin de règne du maire de Bordeaux que vont se dérouler les prochaines élections régionales.

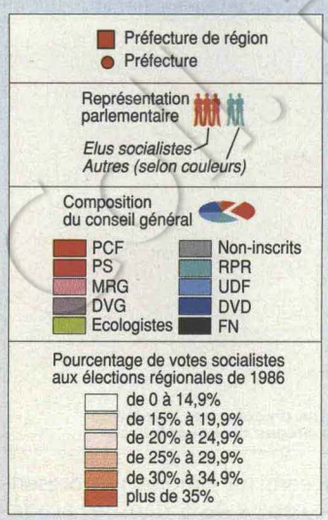
Elu à la présidence du conseil régional en 1985, grâce à l'appoint des voix du Front national, J. Chaban-Delmas avait cédé la place, ensuite, à J. Tavernier (RPR). Dans une assemblée où l'UDF et le RPR ne totalisent que trente-neuf conseillers sur quatre-vingt-trois, la droite ne pouvait gouverner qu'avec l'apport du Front national. Or, en 1990, cette alliance s'est rompue, obligeant la droite à gouverner avec des majorités de circonstance auxquelles le PC n'a pas répugné à participer. Pour raisons de santé, J. Tavernier renonce à briguer un second mandat de président du conseil régional. Il transmet le flambeau à J. Valade, sénateur RPR, qui fait figure de dauphin de Chaban-Delmas mais n'est guère populaire à Bordeaux.

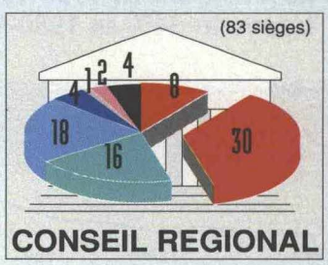
Face à lui, les socialistes ont choisi, comme tête de liste en Gironde, un avocat de 40 ans : Alain Anziani. Secrétaire fédéral du PS sans mandat local, il apparaît comme l'homme du renouveau. "La région est en panne, il ne s'y passe plus rien, constate-t-il. Les élus de droite ne sont pas tournés vers le XXIe siècle. Nos industries de pointe disparaissent. Nous avons des atouts, mais nous les perdons car l'Aquitaine dort. Cette région est classée vingt-deuxième sur vingt-deux en matière de crédits européens car plus personne ne va à Bruxelles pour la défendre. Il faut également penser aux zones rurales. Nous sommes favorables à une politique de contrats de pays comme celle qu'avait initiée le socialiste Philippe Madrelle, lorsqu'il dirigeait la région, et que Tavernier a supprimée." Le 22 février, à Bordeaux, doit se tenir une grande réunion publique pour présenter la plateforme régionale des socialistes.

Dans l'ensemble, la gauche est bien implantée en Aquitaine. Elle détient la majorité dans trois des cinq conseils généraux (Gironde, Landes et Dordogne) dont les présidents respectifs Philippe Madrelle, Henri Emmanuelli et Bernard Bioulac prennent une part active à la campagne. Christian Laurissergues, en Lot-et-Garonne, et Nicole Péry, dans les Pyrénées-Atlantiques, s'efforcent de renverser la tendance, en faveur des socialistes.

Aux européennes de 1989, les résultats de la gauche et de la droite ont diminué au profit du Front national, des écologistes et du courant Chasse-Pêche-Nature et Tradition (CPNT). Cette tendance, devrait s'accentuer les 22 et 29 mars. En effet, les Verts présenteront une liste, tout comme Génération écologie emmenée par Noël Mamère, maire de Bègles. Mais il faut s'attendre aussi à une forte poussée de CPNT qui a frôlé les 15% en Gironde et dans les Landes, lors du scrutin de 1989. Ces défenseurs de la nature, de la pêche et de la chasse sont-ils aussi apolitiques qu'ils essaient de le faire croire ? Toujours est-il que certains de leurs animateurs sont bien souvent d'anciens élus ou responsables locaux de droite. "On court vers un émiettement complet des forces politiques, souligne Alain Anziani. L'assemblée régionale risque de devenir ingouvernable. La droite va-t-elle s'allier avec le Front national sans lequel elle ne pourra pas disposer de la majorité ? C'est l'une des grandes questions de ces élections." Et elle ne se pose pas qu'en Aquitaine...

J.-P. B.





Source : INSEE	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRENEES-ATLANTIQUES	REGION
Population (habitants)	386.365	1.213.499	311.461	305.989	578.516	2.795.830
Variation recensement 1982→1990	+ 2,39 %	+ 7,62 %	+ 4,72 %	+ 2,50 %	+ 4,11 %	+ 5,24 %
PIB / habitant en F (France : 108.700)	78.300	102.600	89.500	95.500	99.200	96.300
Chômage 3e trim. 1991 (France : 9,6 %)	9,9 %	12,1 %	8,6 %	11,1 %	10,2 %	10,9 %











▲ *De haut en bas : Bernard Bioulac (DORDOGNE) ; Alain Anziani (GIRONDE) ; Henri Emmanuelli (LANDES) ; Christian Laurissergues (LOT-ET-GARONNE) ; Nicole Péry (PYRENEES-ATLANTIQUES).*

ECOLE : PRIORITE DES PRIORITES

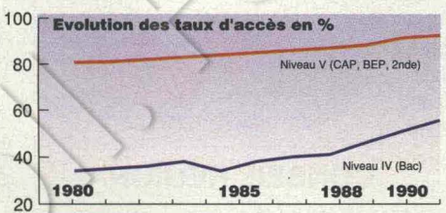
beaucoup de progrès, doit persévérer

Qui oserait affirmer que tout va mal dans notre système éducatif ? Les discours des Cassandre de tout bord ne doivent pas occulter la réalité. Nos résultats nous placent dans le peloton de tête des pays industrialisés et la progression est sensible à tous les niveaux. La preuve par les chiffres (1).

62% DES JEUNES DE 2 À 29 ANS SONT SCOLARISES CONTRE 50 À 57% DANS LES AUTRES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES

"Pour une dépense grosso modo semblable à celle des autres, la France est le pays où la scolarisation est la plus développée." Encore faut-il que toutes ces années de formation soient utiles. Elles le sont : près de 60% des élèves qui entrent en 6e auront le bac, deux fois plus qu'il y a dix ans. Or, les diplômes ont un effet plus sensible que dans la plupart des autres pays sur le salaire : les salariés recrutés au niveau bac + 2 gagnent 30% de plus que les titulaires de CAP ou BEP. Effet aussi sur le statut social : bacheliers et diplômés du supérieur accèdent sept fois plus que les non- bacheliers à un poste de cadre supérieur ou de profession intermédiaire.

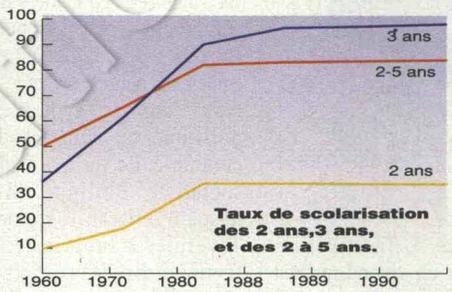
55,5% DES JEUNES ARRIVENT AU NIVEAU BAC EN 1990-1991. ILS ETAIENT 34% EN 1980-1981





Points noirs : 13% des jeunes quittent la scolarité sans qualification et les inégalités sociales restent fortes. Il y a aujourd'hui trois fois plus de bacheliers parmi les enfants de cadres supérieurs et professeurs que parmi les enfants d'ouvriers. Une amélioration cependant : en 1989, le nombre de jeunes sans diplôme est tombé en-dessous de 100.000.

98% DES ENFANTS DE TROIS ANS SONT AUJOURD'HUI EN MATERNELLE. ILS ETAIENT 36% EN 1960-1961 ET 89,9% EN 1980-1981

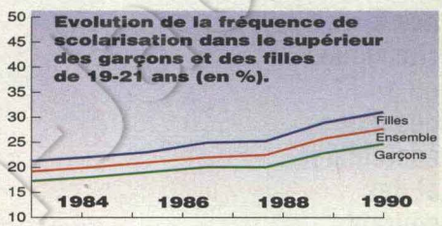


Une évolution encore plus spectaculaire si l'on se rappelle qu'il y a trente ans, à peine plus d'un tiers des enfants entraient à l'école à trois ans et seuls la moitié des 2-5 ans étaient scolarisés.

LES PETITS FRANÇAIS SE CLASSENT DEUXIEMES EN MATHS, CINQUIEMES EN SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES, QUATRIEMES EN GEOGRAPHIE SUR DIX PAYS DE L'OCDE

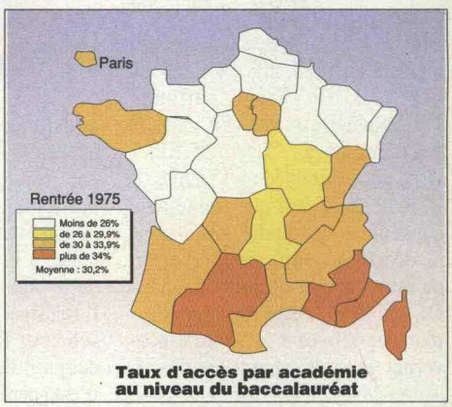
Invité à placer dans une carte du monde quatorze pays et deux mers, le Français moyen (plus de 18 ans), s'en sort mieux que l'Italien, le Britannique ou l'Américain, mais moins bien que l'Allemand ou le Suédois.
En cent ans, les résultats en orthographe se sont améliorés chez les 12-15 ans. Néanmoins, un certain nombre d'élèves accèdent en 6e avec de graves lacunes en français, incompatibles, sauf actions de mise à niveau, avec une scolarité normale. Les disparités vont du simple au triple entre les 10% d'élèves les plus forts et les 10% plus faibles. Globalement, cependant, le niveau ne cesse de monter : depuis trente ans, les jeunes du contingent sont de plus en plus diplômés et, contrairement à ce que certains insinuent, à diplôme égal, les performances aux tests tendent à s'améliorer.

1,7 MILLION D'ETUDIANTS EN 1990, SOIT PRES DE 40% DE PLUS QU'EN 1980

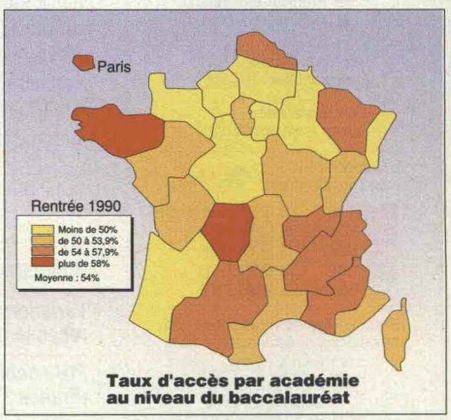


92% des bacheliers accèdent à l'enseignement supérieur. L'évolution est particulièrement sensible pour les filles : 21% des 19-21 ans étaient dans le supérieur en 1983, 31% en 1990. Progression spectaculaire également des bacheliers technologiques : 55% entraient dans l'enseignement supérieur en 1980. Ils sont 77% aujourd'hui.

LES INEGALITES GEOGRAPHIQUES RESTENT IMPORTANTES



Taux d'accès par académie au niveau du baccalauréat



Taux d'accès par académie au niveau du baccalauréat

60% des lycéens du Limousin se présentent au bac contre 48% dans les académies de Créteil et Strasbourg. L'écart

© Infographie J.-P. Pécau "Vendredi"

entre académies tend à se combler. Une académie, dans le peloton de tête en 1975, régresse nettement en valeur relative : Provence-Alpes-Côte d'Azur.

4,7% DE LA POPULATION ACTIVE EXERCENT LEUR ACTIVITE DANS LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT

Un chiffre qui nous place dans la moyenne de nos voisins européens : 4,6% au Danemark, 5% en Italie, 3,9% aux Pays-Bas, 3,5% au Japon. Le ministère n'est ni cette "armée rouge" ingérable stigmatisée par la droite, ni ce système de pénurie acculant classes et établissements aux sureffectifs et à la production d'échec scolaire.

Les lieux communs des contempteurs de l'école publique -baisse de niveau, inefficacité, inadaptation des diplômes au monde professionnel...- résistent mal aux chiffres. Les détracteurs du système éducatif feraient bien de revoir leur copie.

Patricia Jaffray

(1) "L'Etat de l'école", ministère de l'Education nationale.

LOI BESSON

bilan positif pour le logement des plus pauvres

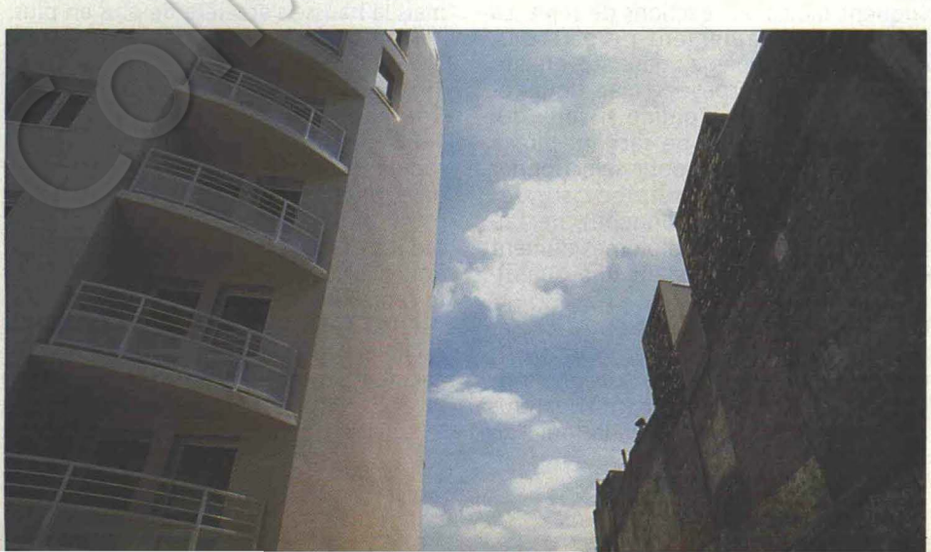
Un dispositif d'aide aux plus démunis qui va permettre une politique de gestion plus cohérente du patrimoine social, public et privé.

Comme le prévoit l'article 1er de la loi Besson, du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement, le Conseil national de l'habitat (CNH) est chargé d'établir chaque année un bilan de l'action engagée. "Après vingt mois d'application de cette loi, explique le président Guy Malandain, 94% des départements ont signé des plans analysant et cernant les besoins. Et, à ce jour, soixante-quinze fonds de solidarité pour le logement ont commencé à fonctionner." Ces fonds représentent 300 millions de F. 50% de cette somme sont consacrés au maintien dans le logement, 25% à l'accompagnement social et les 25% restant permettent la mise en œuvre de procédures spécifiques, comme celle, par exemple, dont bénéficia une famille de dix enfants qui vivait dans un F3. "Grâce aux PLA d'insertion, confirme G. Malandain, à l'effort de la collectivité qui donna le terrain, à l'aide de la CAF et du département, nous avons pu raccrocher deux pavillons de quatre pièces. Le coût du loyer était de 5.639 F et la famille, avec l'APL (aide personnalisée au logement), ne verse que 730,12 F de loyer."

LES AUTRES ACTIONS

La loi prévoit aussi la mise en place de protocoles d'occupation du patrimoine social (POPS), associant les élus locaux, les bailleurs et les services de l'Etat. Les POPS permettent d'organiser une politique d'attribution, de mieux gérer l'existant. Ainsi, le bailleur ne se retrouve pas avec une cage d'escalier porteuse de toutes les difficultés." Sept POPS sont actuellement signés dont Mantes-la-Jolie, Massy...
Une série de mesures financières complète le dispositif tels les PLA d'insertion (prêts locatifs aidés) : 8.000 PLA d'insertion en 1991 sur 75.000 accordés. Enfin, 1.000 logements ont été subventionnés en un an au titre des programmes sociaux thématiques de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Il s'agit d'une nouvelle procédure offrant la possiblité d'utiliser plus largement le parc privé pour mieux loger les locataires aux ressources modestes.
"En ce qui concerne le droit au logement des plus défavorisés, conclut le président, avant cette loi, il n'y avait rien. Aujourd'hui, nous avons des outils. Mais il faudra deux ou trois ans pour en voir leur pertinence et leur portée."

C.L.



BREF... EN BREF... EN

■ L'école a une responsabilité dans le chômage des jeunes pour 63% des Français.
62% d'entre eux pensent qu'elle doit donner une bonne qualification intellectuelle.
Seuls 33% avancent en premier la formation à l'exercice d'un métier.
61% souhaitent que le choix des enseignants et des contenus soit fait par le chef d'établissement et les collectivités locales (SOFRES/"Le Poing sur la table"/"L'Express").

■ **L'Education nationale sera le plus gros recruteur jusqu'à l'an 2000. Tout sur ces professions souvent méconnues dans le "Guide des métiers de l'enseignement" (ONISEP-Hachette, 98 F).**

■ Généralisation progressive des langues vivantes en primaire.
L'expérimentation, lancée en 1989, concerne actuellement 20% des élèves.
Avec des résultats mitigés.
Difficultés majeures : le manque d'enseignants et le peu de liaison entre écoles et collèges.

■ **Lionel Jospin s'y est engagé : "Tous les élèves, sans exception, commenceront en 4e l'apprentissage d'une deuxième langue vivante", contrairement à ce que proposait le Conseil national des programmes dans son rapport sur les collèges. Soulagement des professeurs de langue. Reste à savoir où l'on trouvera les heures nécessaires à la généralisation souhaitée de la technologie sans alourdir les programmes.**

■ Des élèves de 3e et deux professeurs du collège Longchamp de Marseille ont reçu le prix Annie et Charles-Corrin pour leur film "Marseille-Auschwitz".
Ils y retracent comment les policiers français collaborèrent, en janvier 1943, à la déportation de 5.000 juifs marseillais.
Survivant d'Auschwitz, Corrin avait créé ce prix pour que "les jeunes générations gardent vivante la mémoire de la Shoah".

■ **La justice à l'honneur en classes de 2e à Paris jusqu'au 27 juin : visites de tribunaux, interventions de magistrats dans les classes... Une initiative du rectorat et de la cour d'appel de Paris, reconduite pour la deuxième année.**

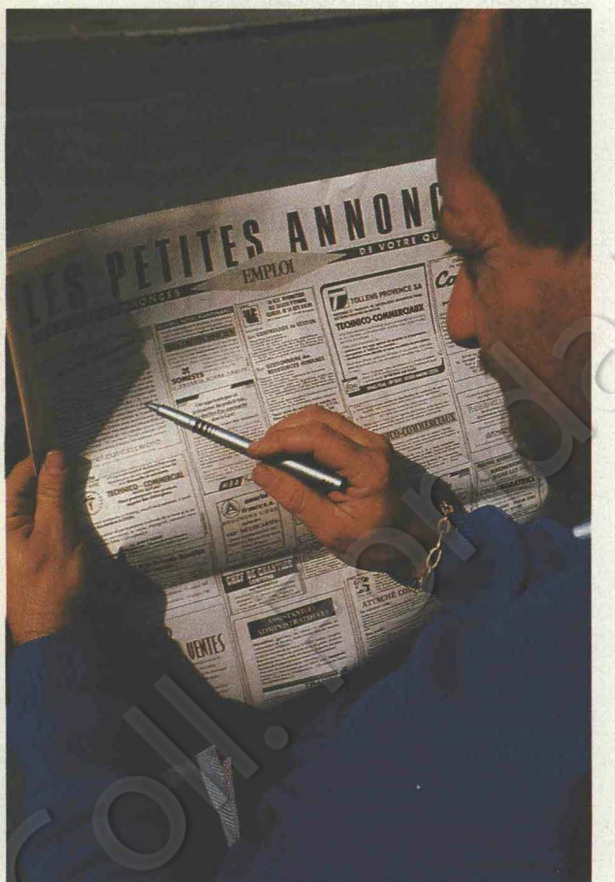
■ "Faut-il régionaliser les universités ?", une question fondamentale pour le dernier numéro de "Ecole et socialisme", qui consacre également un dossier à l'alternance et à l'apprentissage.
Rens : Michel Berson, bureau 8419, Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75007 Paris.

■ **Ralentissement de la progression de l'activité des médecins en 1990 : la masse des honoraires des libéraux a progressé de 8,3% contre 11,7% les dix années précédentes. Cette progression a plus profité aux spécialistes (9,6%) qu'aux généralistes (6,2%). Statistiques CNAM.**

■ De moins en moins de généralistes en France.
En dix ans, leur part dans le corps médical est passée de 58,2% à 53,9%.
Une évolution contraire à l'intérêt des patients et à l'équilibre du système de soins.

les plus de 45 ans, au chômage, longtemps...

Etre chômeur, passé 45 ans, revient souvent à se trouver englué sur un long chemin d'incertitudes et de désespoir. Les uns s'en sortent, les autres non. Pourquoi ?



Les 45-50 ans s'engluent beaucoup plus dans un chômage prolongé que les 30-45 ans : d'après l'INSEE, leurs risques augmentent de neuf points "toutes choses égales par ailleurs" tandis que diminue parallèlement la probabilité d'une insertion, même incertaine. Pour les 50-55 ans, le phénomène s'accroît sensiblement : leurs chances d'insertion durable commencent à s'effondrer. Les plus âgés, après 55 ans, semblent massivement voués à l'inactivité durable, qu'elle soit volontaire ou non.

Si l'âge handicape tous les plus de 45 ans, il les handicape quand même plus ou moins, puisque certains s'en sortent mieux que d'autres. Des facteurs individuels peuvent expliquer la différence : l'intensité et la façon de rechercher un emploi, l'acceptation d'une certaine mobilité professionnelle (par le biais de la formation) ou géographique, la résistance psychologique pendant un moment angoissant de l'existence, peuvent jouer. Mais des facteurs indépendants du comportement des individus interviennent comme l'adéquation à un profil correspondant à la stratégie d'embauche d'une entreprise, les spécificités locales du marché du travail.

LE PIEGE DE LA FIDELITE...

Il semble bien, d'après plusieurs études, que le niveau du diplôme obtenu avant la carrière professionnelle joue un rôle essentiel. Le diplôme, et non la qualification réelle des personnes. Le cadre qui a fait toute sa carrière dans une seule entreprise et y est monté dans la hiérarchie d'échelon en échelon se trouve dans la pire situation quand il recherche un emploi. Alors qu'il est rejeté du cocon initial, la stabilité même de son emploi antérieur se retourne contre lui. Les entreprises qui pourraient l'embaucher se méfient de lui a priori car il ne peut pas prouver sa souplesse ni sa faculté d'adaptation. Ceux qui ont démissionné, ou dont le parcours professionnel a été plus mouvementé, provoquent moins de réactions de rejet. La fidélité, non seulement ne paie pas, mais devient un piège : gare aux qualifications maison surpayées, mais floues et trop généralistes. Comme si ceux qui embauchent encore, ne sachant plus à quel critère se vouer pour sélectionner les candidats, se repliaient sur les valeurs les plus traditionnelles, ne faisant confiance qu'aux diplômes dûment estampillés et garantissant une qualification précise.

Certains, pourtant, réussissent à passer au travers des mailles du filet. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce sont ceux qui sont les plus exigeants en matière de salaire qui s'en sortent le mieux. "Et si l'ambition salariale jouait aussi pour l'employeur comme signal de la non-existence de handicaps plus personnels ?", se demandait Patricia Bouillaguet en plein colloque sur le chômage de longue durée. Un dilemme supplémentaire pour les 3% de cadres inscrits à l'APEC, l'Association pour l'emploi des cadres, qui avaient un salaire annuel supérieur à 450.000 F. Où est la frontière entre l'acceptation de concessions salariales pour être embauché et l'affirmation de sa propre valeur dûment monnayée ?

... ET DU DECOURAGEMENT

On ne peut pas ne pas comprendre le découragement qui saisit un bon nombre de ceux qui sont déjà largement engagés dans le chômage de longue durée. Depuis 1982, déjà, le nombre de 50 ans et plus inscrits à l'ANPE qui ne recherchent pas véritablement d'emploi a fortement augmenté, mais la hausse s'accélère de plus en plus. "Ils représentent désormais, remarque Thierry Lacroix dans "Données sociales 1990", 20% des inscrits à l'ANPE de cet âge contre 8% en 1982 et 11% en 1986." Certes, ce phénomène de découragement ne se limite pas aux chômeurs âgés, mais c'est dans leur catégorie qu'il est le plus visible et qu'il a le plus augmenté. Si on leur ajoute les préretraités licenciés pour raisons économiques dans le cadre d'une convention FNE (190.000 fin 1988) et les inscrits dispensés de recherche d'emploi (230.000 fin 1988), cela fait beaucoup de monde.

Monique Grima

■ LA SELECTION PAR L'AGE ■

Avec une expérience de cadre administratif et gestionnaire de personnel depuis plus de vingt ans, Pierre Dangréau se retrouve aujourd'hui, à 56 ans, sans emploi depuis décembre 1990 et, surtout, sans perspective professionnelle. Ce lecteur nous a écrit pour nous faire part de son inquiétude. Il a bien conscience que son âge est un handicap. Il se souvient des consignes de ses propres employeurs lorsqu'il gérait le personnel : "Il ne faut pas embaucher de gens de plus de 45 ans. Pour les chefs d'entreprise, les personnes de plus de 45 ans n'ont plus la même disponibilité d'esprit." Aussi, Pierre a-t-il essayé de prendre sa situation en main, de garder le niveau en se formant davantage, d'anticiper sur les éventuelles propositions de formation que pouvait lui faire l'ANPE. "J'ai actualisé mes connaissances. Je me suis organisé, j'ai déposé de nombreuses candidatures spontanées. Je me suis construit un plan de carrière. Cela n'a servi à rien. Mon âge est sélectif. C'est déprimant. L'expérience ne suffit pas, je suis trop âgé."

Ses allocations de chômage s'arrêteront en septembre 1992. "Après, dit-il, ce sera au bon vouloir d'une commission paritaire de m'accorder une prolongation d'un an si j'ai fait suffisamment d'efforts pour retrouver du travail." Si tout va bien, il sera donc indemnisé jusqu'en août 1993, il aura alors plus de 57 ans. Ensuite, il passera en fin de droits mais sera-t-il indemnisé ainsi jusqu'à l'âge de sa retraite ? Pierre craint le pire. "Malgré ma volonté de m'en sortir, j'appréhende l'avenir. Que vais-je devenir dans quelques mois ?"

C.L.

STATISTIQUES

les chiffres des uns et les comptes des autres

Demandeurs d'emploi d'un côté, chômeurs de l'autre. Y-a-t-il une "bonne" mesure du chômage ?

Fin 1991, tandis que l'ANPE recensait 2,8 millions de demandeurs d'emploi, le Bureau international du travail ne dénombrait que 2,4 millions de chômeurs. L'ANPE classe comme demandeurs d'emploi les personnes inscrites, sans emploi, disponibles pour en occuper un. Le BIT retient trois critères : être sans travail, disponible pour travailler et rechercher effectivement un emploi.
Il ne s'agit donc pas exactement du même phénomène. Depuis 1975, les deux chiffres évoluaient à peu près de conserve, celui du BIT, plus restrictif, étant normalement au-dessous de l'autre. Le décrochage n'est pas propre à la France : dans les pays de la CEE, sur sept chômeurs recensés en 1990, le BIT n'en comptait que six.

UN DECROCHAGE A PARTIR DE 1989

Mais, depuis 1989, les deux courbes n'évoluent plus dans le même sens : l'ANPE recense de plus en plus de chômeurs alors que le BIT en recense de moins en moins. Le décrochage est encore plus accentué pour les autres pays de la CEE que pour la France. A quoi est-il dû ?
Dans une étude très fouillée sur le marché du travail, l'INSEE essaie d'en comprendre les raisons. Les explications qui semblent les plus naturelles ne sont pas vérifiées par l'analyse. Ainsi, la multiplication des travaux à temps très partiel qui permettent d'être toujours inscrit à l'ANPE alors qu'on est rayé des statistiques du BIT. La montée en charge du RMI, note également l'INSEE, "ne semble pas avoir amené un gonflement particulier des situations à la marge du chômage." L'écart proviendrait principalement de la très forte hausse du nombre de personnes se déclarant inscrites à l'ANPE mais ne recherchant pas vraiment d'emploi : les chômeurs (le plus souvent âgés) découragés, les préretraités, ou les personnes ayant des ennuis de santé. Entre la situation des uns et des autres, la frontière est ténue et il semble bien, de plus, que les inscrits à l'ANPE ne se déclarent pas comme tels lors de l'enquête par sondage qui sert au BIT.
Entre les deux indices, le débat est ancien. Il est redevenu d'actualité en juillet dernier avec la publication mensuelle par l'INSEE du nombre de chômeurs au sens du BIT, obtenu par actualisation, sur la base des "demandes d'emploi en fin de mois", du dernier chiffre connu de chômeurs au sens du BIT venant de l'enquête "emploi". Les calculs en sont complexes. A partir de septembre prochain, l'INSEE doit publier des enquêtes trimestrielles sur l'évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage au sens du BIT. Mais ni les experts de l'emploi, ni même le Conseil national de l'information statistique, n'ont été consultés. Les syndicats de l'INSEE se sont élevés contre la publication de ce nouvel indice qu'ils estiment peu fiable "compte tenu de la taille de l'échantillon".

DEUX LOGIQUES DIFFERENTES

Les deux indices répondent en fait à deux logiques différentes qui, note l'INSEE, n'ont pas de raison de coïncider. Les taux d'inscription à l'ANPE, et plus généralement ceux des bureaux de main-d'œuvre nationaux, ne sont pas en cause. Ils donnent "la mesure administrative du phénomène" et obéissent à une logique de gestion. Les statistiques du BIT, elles, constituent la norme internationale permettant de comparer les taux de chômage d'un pays à l'autre.
Ces deux logiques ont leur cohérence propre. Elles doivent les garder. Il faut donc prendre d'infinies précautions à ne pas les mélanger, à ne pas faire jouer à l'une le rôle de l'autre, et à éviter les comparaisons qui n'auraient, en conséquence, aucun sens.

M.G.

■ UN ESPOIR, ■ LES CRE

Les contrats de retour à l'emploi, ou CRE dans le jargon administratif, ont pour but de réinsérer dans des emplois de droit commun un certain nombre de chômeurs de longue durée et de bénéficiaires du RMI. Depuis janvier 1990, les employeurs qui embauchent des chômeurs inscrits à l'ANPE pendant douze mois sur les dix-huit derniers mois, ont droit à une prime de 10.000 F et sont exonérés des charges sociales patronales de Sécurité sociale pendant neuf mois dans le cadre général, et sans limitation de durée pour les chômeurs de longue durée de plus de 50 ans.
Faciles à utiliser et à mettre en œuvre, 100.000 CRE ont été accordés en 1990, 85.000 dans les dix premiers mois de 1991. En 1992, le gouvernement en prévoit 120.000. 14% d'entre eux ont bénéficié à des chômeurs de longue durée de 50 ans ou plus.
Pour renforcer le dispositif en leur faveur, il sera étendu aux plus de 50 ans ayant fait l'objet d'un licenciement et aux chômeurs du même âge quelle que soit la durée de leur chômage. Ils bénéficieront de la prime forfaitaire de 10.000 F et de l'exonération des charges pendant dix-huit mois.

BREF... EN BREF... EN

■ Martine Aubry a commencé à Rennes son tour de France des comités de bassin d'emploi. Le ministre veut faciliter les échanges, les projets entre les comités et les services décentralisés de l'Etat, notamment les services publics de l'emploi.

■ **Au 31/12/1991, le déficit du budget de l'Etat était de 123,5 milliards (101,8 en 1990).**

■ Six millions de salariés (près d'un sur trois) utilisent un ordinateur dans leur profession, régulièrement ou de temps en temps. Mais, selon une enquête du ministère du Travail, si 60% des cadres s'en servent, 8% seulement des ouvriers sont dans ce cas.

■ **Entre 1987 et 1990, l'économie française a créé 700.000 emplois. Il s'agit surtout de postes d'exécution dans les PME. Les établissements de plus de 500 salariés ont, au contraire, peu embauché, mais ont procédé à de nombreuses promotions internes.**

■ La CGT hostile à la délocalisation. Selon François Duteil, elle "porte un coup au service public, à l'emploi public et à l'emploi tout court" et s'inscrit dans une "recomposition" du territoire en huit régions "spécialisées et calquées sur les lander allemands."

■ **La Caisse des dépôts et consignations a dégagé en 1991 un résultat net "de l'ordre de 3,5 milliards", en hausse de 3% par rapport à 1990.**

■ Elf-Aquitaine vient de signer un contrat pour l'exploration et la production d'hydrocarbures dans le nord du Kazakhstan. Ce contrat s'inscrit dans le cadre plus général du contrat signé en mai dernier avec l'ancienne URSS.

■ **Aeroflot n'existe plus. La compagnie aérienne russe, qui se disait la plus grande du monde, vient d'être dépecée entre les Etats héritiers de l'URSS.**

■ Les syndicats de la Sécurité sociale dénoncent les "exactions" commises récemment, notamment dans le Sud-Ouest, par les militants du Comité de défense des commerçants et artisans. Refusant de payer des cotisations sociales, ils ont organisé à plusieurs reprises des "opérations de commando" qui infligent au personnel "des menaces, des séquestrations ou des saccages des outils de travail."

■ **Le port autonome de Marseille a connu, en 1991, une année médiocre. Le trafic a diminué de 1% et le chiffre d'affaires a progressé de seulement un demi-point, malgré la hausse de 5% du CA des hydrocarbures.**

■ Le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) a invité les partenaires socio-économiques et politiques de Nouvelle-Calédonie à une "analyse globale et objective" de la situation sociale. Cette prise de position suit une manifestation de responsables d'entreprise qui réclamaient le "droit à la liberté du travail" après la multiplication de conflits avec piquets de grève.

ne pas laver seul son linge sale...

La médiation commence à se développer. Son but : résoudre les conflits au sein des familles par le dialogue et un accord négocié.

Aujourd'hui, un mariage sur trois se termin par un divorce, un sur deux à Paris. Le divorce, avant d'être un phénomène juridique, est un phénomène émotionnel, entraînant parfois des traumatismes pour les parents et pour les enfants. Il s'agit souvent d'un processus judiciaire long et coûteux. De plus, la loi ne correspond pas toujours à l'attente des justiciables.
Dans notre société, l'intervention d'un médiateur pour résoudre les litiges (médiation pénale, médiateur de la République...) est une pratique courante. Née dans les années 70, en Californie, la médiation familiale commence à peine à se développer en France.

LA MEDIATION

"En matière de divorce ou de séparation, explique Muriel Laroque, avocate à la Cour, spécialiste du droit de la famille et présidente de l'Association pour la promotion de la médiation familiale (APMF), la médiation répond notamment aux questions d'autorité parentale, de droit de visite, de répartition des biens, de pension alimentaire, de perte de contact avec l'un des parents... Les couples demandent ou acceptent l'intervention d'une tierce personne neutre et qualifiée, appelée médiateur familial."
Son rôle est d'amener le couple à trouver lui-même les bases d'un accord tenant compte des besoins de chacun des membres de la famille, et particulièrement ceux des enfants, dans un esprit de coresponsabilité parentale.
En clair, au lieu de laisser le tribunal trancher, la médiation permet au couple de trouver un arrangement à l'amiable, évitant ainsi d'entrer dans le douloureux et onéreux processus du gagnant-perdant.



La technique de la médiation familiale s'apparente un peu à une thérapie. Elle n'est possible que si les deux parents sont d'accord pour participer ensemble à une série de sept ou huit entretiens. "Il faut d'abord libérer le conflit, insiste Muriel Laroque, vider son sac. Puis, le médiateur va agir comme un catalyseur, comme un chef d'orchestre. Il va cerner les points d'accord, les difficultés et faire en sorte, et c'est là l'originalité de la méthode, que les parents restaurent le dialogue, trouvent ensemble la solution."

LES MEDIATEURS

Il s'agit souvent de travailleurs sociaux : assistantes sociales, psychologues, thérapeutes de couples.... ou même des avocats, formés spécialement.
Ce n'est pas un service public.
Il existe aujourd'hui, en France, 70 centres de médiation familiale. Et même si aucune loi ne fixe un cadre juridique précis, les magistrats, les juges des affaires matrimoniales, sont nombreux à orienter les couples vers la médiation familiale car elle évite souffrances et déchirements.
Elle peut intervenir à plusieurs stades : avant que les personnes ne déposent une requête, pendant ou après une instance juridique. Pour Muriel Laroque, "le meilleur moment se situe en amont d'un processus judiciaire. Il n'est pas toujours aisé de savoir si le couple est encore viable. Mais si ce couple conjugal est raté, on peut néanmoins réussir son couple parental. Ce dernier demeure bien au-delà de la majorité des enfants. Pour eux, il est primordial que les parents réussissent leur séparation."
Mais attention, le médiateur ne se substitue pas à l'avocat. Il élabore un projet d'entente et renvoie ensuite vers l'avocat. C'est lui qui est chargé de mettre en forme la convention, de faire un habillage juridique. Le coût d'une médiation varie selon les juridictions. Le prix des entretiens se situe entre 250 et 400 F.

Chrystie Lipani

Pour joindre le centre de médiation le plus proche : APFM, Espace 15, 14 rue des Frères-Morane, 75015 Paris. ☎ 40.60.78.11.

... EN BREF...

■ **Les possesseurs d'une voiturette ont jusqu'au 1er mars pour la faire immatriculer. Cette nouvelle disposition découle du décret du 6/9/1991.**

■ La Confédération syndicale des familles souhaite que les pouvoirs publics favorisent le développement du règlement des litiges à l'amiable par les associations de consommateurs.
La CSF a exprimé sa position lors d'un colloque sur le thème "les consommateurs face à la justice".

■ **Jouets dangereux. La figurine offerte par le magazine "Pif" peut se multiplier par six lorsqu'elle est plongée dans l'eau. Le ministère de la Consommation met en garde les parents contre de tels jouets gonflants qui peuvent, selon lui, obstruer les voies respiratoires de l'enfant si celui-ci les avale accidentellement.**

PETITES ANNONCES
Vous recrutez un collaborateur ? ☎ 45.56.78.57

▶ EMPLOI

13301
H. 34 ans, DEA de littérature, étudiant en droit international, passionné de politique, parlant anglais et allemand, **cherche emploi journaliste. Paris, RP. Urgent.**
☎ 49.29.91.69

13302
Ingénieur biochimiste et économiste, 47 ans, adh. PS, ayant assuré missions complexes ds 65 pays pour dév. ind., transports, technologies, **recherche d'extrême urgence emploi en rapport ds agro-industries, biotechnologies, environnement, santé, chimie fine, génie industriel... ou institutions internationales, nationales voire régionales.**
☎ 69.05.97.23

13303
Journ. dir. de presse, *cherche poste* **DE CHEF DE CABINET OU DIRECTEUR COMMUNICATION aux côtés d'un élu dynamique ou dans une collectivité ambitieuse.**
☎ 75.46.28.59

▶ IMMOBILIER

13304
Adh. PS, vend à Barcelone (Espagne) **1 immeuble indépendant,** proximité métro, bon emplacement, comprenant 1 commerce (en location), 1 maisonnette (3 pièces en location), et à l'étage 1 appartement libre, 90 m², possibilité de construire 422 m² exploitables. Conviendrait pour bureaux ou prof. libérale.
☎ (16-1) 30.30.20.71 après 19 h

13305
LA DELEGATION SOCIALISTE FRANÇAISE AU PARLEMENT EUROPEEN
▼ *recherche* ▼
Un(e) secrétaire
(notions de comptabilité)
pour un remplacement de congé maternité.
Déplacements à Bruxelles et Strasbourg (10 jours/mois env.)
Poste à pourvoir rapidement
adresser CV et lettre de candidature : 288 Bd Saint-Germain, 75007 Paris, ☎ (16-1) 47.05.26.63

▶ PIN'S

13306
Un pin's socialiste existe sur le canton de Rozay-en-Brie (77). *Commandez-le et inscrivez-vous sur la liste de soutien de Pierre TOCQUEVILLE, candidat au conseil général.* TARIF FRAIS DE PORT INCLUS : moins de 20 pin's, 30 F l'unité ; de 20 à 50, 25 F ; au-dessus de 50, 20 F. *Chèque et courrier à l'ordre de* N. Rivière, mandataire financier, 13 rue Constant-André, 77610 FONTENAY-TRESIGNY. ☎ 60.06.69.54
(un reçu fiscal vous sera adressé)

▶ SWEET HOME

13307
J.H. sér. réf. cherche F3 Paris centre Px raisonnable. **☎ (16-1) 45.65.18.26**

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

12 février
Quand un juge d'instruction perquisitionne au siège du Parti socialiste, Jean-Claude Gaudin estime que la justice fait normalement son travail. Mais quand un autre juge décide de perquisitionner au siège marseillais du parti de Gaudin et d'écrouer son principal collaborateur, le même dénonce "une machination politique montée par le pouvoir socialiste". Autrement dit, Gaudin et ses amis n'apprécient l'indépendance de la justice que lorsqu'elle s'exerce contre nous !

13 février
Titre de "Libération" ce matin : "Le PS en débandade". Titre du "Monde" cet après-midi : "Cote d'alerte pour le PS". L'un et l'autre recouvrent une série de sondages régionaux qui font apparaître un recul socialiste de l'ordre d'une dizaine de points par rapport aux régionales de 1986. Ce qui est fort préoccupant mais ne constitue pas une révélation compte tenu des enseignements des élections partielles depuis quelques mois. Plus étonnante est cette sorte de danse du scalp à laquelle se livrent des journalistes réputés sérieux, comme si les sondages en question étaient les résultats eux-mêmes. Thierry Bréhier est seul à souligner dans "Le Monde" que ces sondages sont "techniquement mal adaptés à la mesure des évolutions essentielles de la période récente" sur lesquelles les sondeurs "ne disposent pas de beaucoup d'éléments de référence". A quoi s'ajoute le fait qu'une proportion importante de personnes interrogées se déclarant certaines d'aller voter le 22 mars n'ont pas exprimé d'intention de vote ou ont indiqué qu'elles pouvaient en changer. Ce qui veut dire qu'il est encore possible d'améliorer la situation à condition de ne pas la considérer dès aujourd'hui comme désespérée.

14 février
Chaque vendredi fait renaître l'inquiétude pour l'Algérie. L'armée tient les choses en main mais le bras de fer entre le nouveau pouvoir et le FIS fait chaque semaine des morts. Le président Boudiaf annonce des réformes mais il n'a pas pris jusqu'ici l'initiative politique qui permettrait de débloquer la situation. Plusieurs de mes amis algériens me disent pourtant que le temps presse si l'on veut éviter l'explosion.

15 février
La présidence du conseil régional d'Ile-de-France semble être particulièrement convoitée à droite. Alain Juppé s'y voit déjà. Mais, s'il a réussi à évincer l'actuel président Pierre-Charles Krieg, il a encore en face de lui deux RPR de poids, les députés Michel Giraud et Michel Péricard et, surtout, le sénateur UDF Jean-Pierre Fourcade qui a des mots très durs sur les méthodes expéditives du secrétaire général du RPR et se déclare décidé à être candidat en tout état de cause. A part cela, l'union de l'opposition se porte bien !

17 février
"Nous vivons une période médiocre avec un gouvernement médiocre et des objectifs médiocres", affirmait Charles Pasqua hier soir à "7 sur 7". Il aurait pu ajouter qu'il n'exerce lui-même qu'une influence médiocre si l'on en croit le résultat obtenu par le candidat RPR à l'élection cantonale de Nice, qu'il était allé soutenir personnellement, et qui n'arrive qu'en troisième position derrière le Front national et l'UDF ! Contrairement à ce que retiennent la plupart des commentateurs, l'enseignement intéressant de cette élection (bien inutile, puisqu'il faudra recommencer dans un mois) est que le candidat de Le Pen ne gagne pas de voix (il en perd même près de 600 par rapport à 1985) mais ne progresse en pourcentage qu'en raison d'une abstention qui dépasse 63%. La question est donc bien, pour la gauche comme pour la droite qui se dit hostile au Front national, de réussir à mobiliser les électeurs pour le 22 mars.

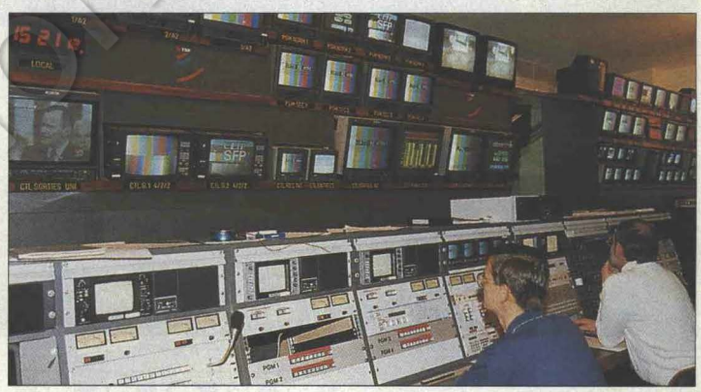
VIRGIL TANASE

L'Etat entrepreneur

Socialistes, énarques et professeurs à l'Institut d'études politiques de Paris, François Hollande et Pierre Moscovici, auteurs d'un essai d'économie politique : *"L'Heure des choix" (1)*, et Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du "Nouvel Observateur", qui signe *"La Régression française" (2)*, expriment, finalement, des points de vue plus proches que ne le laisse supposer la différence de ton.
François Hollande et Pierre Moscovici rappellent que "l'économie est toujours politique". A l'heure où la méfiance envers les idéologies nous pousse à croire aux lois prétendument objectives du marché (Raymond Barre en parle avec une assurance digne du socialisme scientifique de Lénine), les deux auteurs veulent nous convaincre que "la gauche n'est pas la droite" et qu'il serait faux de croire que les processus économiques sont aussi dépourvus de couleur politique qu'une réaction chimique. Une société -que l'on ne doit pas confondre avec l'Etat- se fixe des objectifs, des priorités, fait des choix, et utilise la machine économique (qui elle, il est vrai, est inerte et aveugle comme n'importe quel tas de ferraille) pour se forger l'avenir qu'elle ambitionne.

Pour avoir trop cru à des idées fausses, les élites ont fait profession de ne plus croire du tout...

Inutile de polémiquer avec Laurent Joffrin, qui tire sur tout ce qui bouge (parfois avec raison, d'autres fois emporté par une verve journalistique sujette à caution). Sa conclusion est juste : "Pour avoir trop cru à des idées fausses, les élites ont fait profession de ne plus croire du tout... Faute d'avoir remplacé par une morale démocratique les anciens emportements idéologiques (elles) ont laissé les Français sans règle de jeu. Pire, nos dirigeants politiques, économiques ou médiatiques, se sont jetés sur les délices du pouvoir et de l'argent. Délivrés des dogmes, ils ont aussi tué les idées." Et Laurent Joffrin d'exprimer, dans des termes différents, ce que, à leur façon, demandaient Pierre Moscovici et François Hollande : "Peu à peu, la question économique laisse place à la question morale, peu à peu le pouvoir des médias et de l'argent devra se rabattre devant la renaissance de la critique sociale."



De grandes entreprises performantes. France-Télécom à Albertville.

Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS, apporte un éclairage particulier sur la question dans *"Le Colbertisme (high tech)" (3)*. L'Etat-entrepreneur, encouragé par le succès, dû à des conjonctures particulières, de certains "grands projets" et de quelques entreprises performantes (notamment France-Télécom), est aujourd'hui tenté de confondre logique politique et logique de l'entreprise. Cela "lui interdit toute réflexion sur les dynamiques de l'économie mondiale et induit une diplomatie économique à courte vue." Elie Cohen demande donc une redéfinition du rôle de l'Etat et... on retrouve les souhaits des auteurs déjà cités : si la machine économique fonctionne selon une certaine logique (comme tout appareil), il appartient à celui qui la connaît de la maîtriser et de s'en servir dans un but n'ayant rien à voir avec l'énergie du moteur. Bref, il ne faut pas confondre le mécanicien qui règle l'allumage, qui change les pneus et qui nettoie le carburateur (l'entrepreneur), avec les objectifs de celui qui tient le volant (l'homme politique). C'est la condition de "retrouver la gauche" qui, selon Laurent Joffrin, est la seule à "posséder vraiment la tradition de l'action collective et de la justice sociale". L'enjeu est de taille : "La démocratie du citoyen peut encore l'emporter sur la démocratie de l'individu." Laurent Joffrin parle en journaliste, occupé par les dangers immédiats. Je me permets, en homme de lettres, d'espérer que le citoyen l'emporte toujours sur l'individu sous peine de voir l'humanité disparaître. Mais le prix de cette victoire est parfois lourd, très lourd.

(1) Odile Jacob, 390 p., 160 F.
(2) Seuil, 294 p., 120 F.
(3) Hachette, 404 p., 139 F.

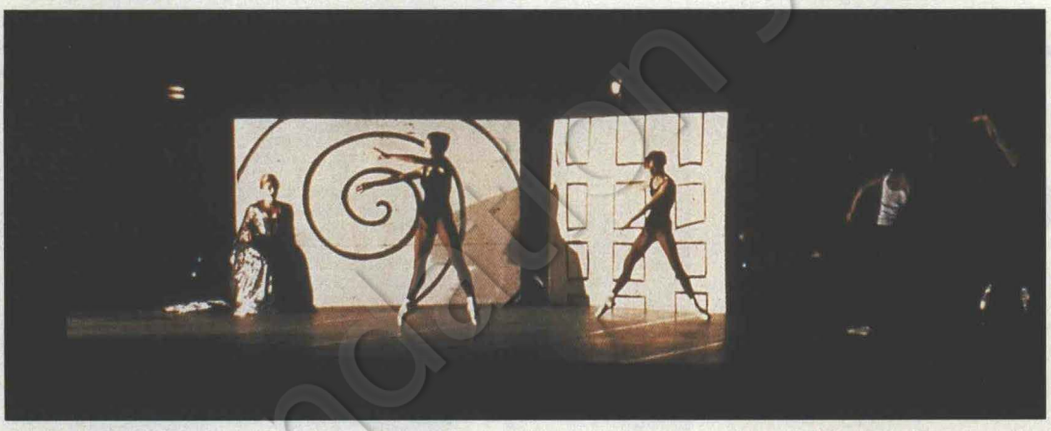
LE BALLETT FRANKFURT EN FRANCE

William Forsythe

La trouvaille, aussi simple que l'œuf de Christophe Colomb, a été de marier deux démarches jusque-là antagonistes : le classicisme et l'avant-garde chorégraphique. C'est celle de William Forsythe, qui est le personnage le plus important du monde de la danse dans cette dernière partie du siècle.
Américain, William Forsythe est un jeune homme de 41 ans. Danseur lui-même au départ, il est arrivé en Europe en 1973, à Francfort déjà. Il n'en est plus reparti et dirige le Ballett Frankfurt depuis 1984. Pour lui, la danse, façon Petitpa, genre ballet russe "s'associe à la répression du corps et dégage une vieille odeur poussiéreuse". Mais il ajoute : "Seule l'écriture du classique vieillira, le vocabulaire de la danse, quant à lui, ne sera jamais vieux." Autrement dit, Forsythe se servira des mêmes mots que Madame de La Fayette, mais lui, écrira dans le Nouveau Roman.
Cette démarche serait tout simplement celle d'un néoclassique -les mânes de Balanchine rassurés- si Forsythe n'imprimait à ses ballets une marque personnelle immédiatement reconnaissable : tout d'abord, il déstructure toutes les composantes habituelles du ballet. Ensuite, il rassemble, pêle-mêle semble-t-il, un ensemble d'éléments à première vue aléatoires et très disparates : la musique, la lumière, la scène, et aussi des ingrédients extérieurs à la danse qui sont agencés en un spectacle total. Le tout est exprimé par le langage chorégraphique, dont la logique, introuvable au début pour le spectateur, se dégage puis s'impose en pleine clarté. Toutes les conventions ont été démontées. Tous les mécanismes de l'expression chorégraphique sont ensuite recomposés selon sa logique personnelle. Quant aux danseurs, il leur est demandé une virtuosité éblouissante et d'aller à la limite de leurs possibilités.
Forsythe, quadragénaire à l'allure d'éternel étudiant rencontre le plus grand succès international. Paris est sa deuxième scène, puisqu'il est "résident" pour cinq ans au Châtelet. Cette année, il redonne "Artifact" (1) qui avait été la révélation en 1968 pour le public français. Il présentera ensuite "The Loss of small detail" (2). Les places s'arrachent.

J.G.

Théâtre du Châtelet,
(1) 27 → 1er/3 ;
(2) 22 → 24.
☎ 40.28.28.40.
Puis, GRENOBLE (Cargo), 5 et 6/3 ;
NICE (TDN), 9 → 13/3 ;
MONTPELLIER, les 1er, 2 et 3/7.



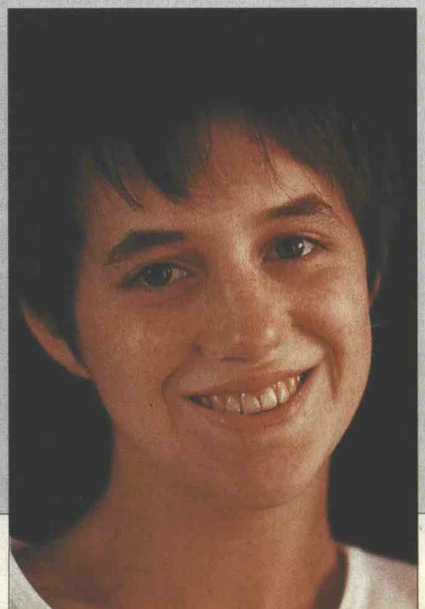
"Artifact". ▶

CINEMA

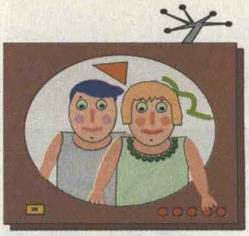
"Amoureuse"

A vingt ans, la grande affaire, la seule, l'unique, c'est l'amour. Et même si nous ne sommes plus au temps de Marivaux, même si les relations sexuelles semblent devenues faciles, les sentiments sont toujours aussi fragiles. Jacques Doillon (réalisateur, entre autres, de "La Fille de quinze ans" et du "Petit Criminel"), l'un des meilleurs observateurs de la jeunesse actuelle, le sait bien.
S'il utilise le vocabulaire d'aujourd'hui, si des tags couvrent les murs sur lesquels s'appuient les amoureux, si pilules et préservatifs sont des objets quotidiens dont on parle sans tabou, c'est bien plus difficile pour les sentiments.
Charlotte Gainsbourg a deux amoureux, Thomas Langmann et Yvan Attal, et une sœur qui a un faible pour ce dernier. Cela fait beaucoup de combinaisons possibles, et autant de dépit et de jalousie. Pour eux, à part l'amour, rien n'existe. C'est leur unique sujet de conversation. Les deux amoureux se rencontrent et comparent leurs chances de réussite, les deux sœurs font de même.
Charlotte pense être enceinte, mais ne sait duquel. Alors, le désir d'être mère, le refus d'être père, l'importance de la parole donnée, tout est analysé par ces coupeurs de cheveux en quatre, ces talmudistes de l'amour.
On aura deviné que tout repose sur les acteurs. Ils sont à la hauteur. Yvan Attal joue aussi bien qu'Al Pacino et Thomas Langmann aussi bien qu'Yvan Attal. Charlotte Gainsbourg, qui s'habille en garçon, le cheveu court, ne répond pas aux canons de la beauté grecque. Elle porte sur son visage une tristesse mi-angoissée, mi-dépressive, mais on craque dès qu'elle sourit.

C. P.



◀ Charlotte Gainsbourg.



TV

DRAPEAUX EN BERNE

Sur A2, des jeunes gens
dans la force de l'âge,
beaux et sportifs, sûrs de leurs
muscles et d'eux-mêmes.
Sur FR3, des hommes marqués,
silhouettes hésitantes sur la place
grise du souvenir, à jamais honteux
d'une guerre sans nom,
lestés de remords
et du poids de l'incommunicable.
Il est des soirs où la télévision permet
de drôles de rencontres.
Ce mercredi 12 février,
la confrontation fut spécialement
déconcertante. Jean-Marie Cavada,
à propos du film de Bertrand
Tavernier, avait réuni sur le plateau
de "La Marche du siècle" (FR3)
des appelés d'Algérie.
Christine Ockrent dissertait
sur la "gagne", dans "Direct" (A2),
avec Tapie et des champions,
de l'âge des témoins de Tavernier
quand ils crapahutaient
dans les Aurès.
Appelés, rappelés,
ont douloureusement vieilli.
Ils se sont tus longtemps et,
aujourd'hui, ils tentent
de transmettre leur peur d'alors,
le soleil qui écrase et la neige
qui brûle, l'ennui, la trouille
qui mène à la folie, la torture,
les harkis, la solitude et les copains
qui tombent.
Tavernier a réalisé une fresque
de cette génération bernée,
humiliée, oubliée, de ces 2,7 millions
de soldats partis "là-bas" sans savoir
vraiment ce que les politiques
attendaient d'eux : pacifier, vaincre,
protéger ou conserver.
Guerre protéiforme, civile
et coloniale, mémoires plurielles
d'un conflit dont les acteurs sont niés
en dépit de la masse de films
et d'ouvrages consacrés au sujet.
Guerre sans commémoration.
Pas de Marseillaise,
peu de drapeaux, pas de haine,
juste la meurtrissure de l'être et
l'accablement.
Face à cette sobriété,
l'excitation de la "gagne".
Médaillé olympique, cycliste,
tennisman, athlète ne parvinrent
pas à juguler l'incitation frénétique
de la journaliste qui voulait entendre
parler de "rage de vaincre"
et "d'envie de tuer" !
Comment faire croire
que huit secondes arrachées
à un concurrent après 3.000 km
de course constituent une victoire,
quand on a croisé le regard perdu
des vétérans de Kabylie ?
Il est des émotions
que l'on ne peut pas confondre avec
la jubilation d'un exploit sportif.
Le sport n'a atteint, ce soir-là,
son authenticité que lorsque Noah
a montré qu'il devait être plaisir,
jeu et rire et non l'exutoire d'une
violence en manque de conflit armé.

F.L.

le Misanthrope aux multiples visages



▲ *Francis Huster.*

A la première du "Misanthrope", en 1666, Molière lui-même jouait Alceste. A 44 ans, gravement malade, marié depuis quatre ans à la très jeune et séduisante Armande Béjart, tout comme Alceste, il "endurait les affres de la jalousie". Il faisait de son personnage "un héros plaisant sans être trop ridicule", d'après des témoignages de l'époque : "Exigeant en amour comme en amitié, jusqu'à l'excès, mais sincère et dont le refus de toutes les complaisances ne peut que forcer l'estime, en dépit de ses bizarreries ! On sourit d'Alceste, ou ne se moque pas de lui."

En 1672, Molière, de plus en plus fatigué, confia le rôle à un comédien de vingt ans, Michel Baron, qui réunissait à ses yeux toutes les qualités de son héros. Ce faisant, il indiquait à la postérité comment il concevait l'image idéale du personnage dans lequel il s'était tant engagé.

Depuis trois siècles, "Le Misanthrope" a connu de nombreuses et différentes interprétations : tour à tour violent, réservé, impertinent, ironique, profond, touchant au sublime, chaque acteur y a apporté son propre éclairage.

Aujourd'hui, c'est Francis Huster qui revêt l'habit de l'homme aux rubans verts. Il en souligne l'aspect rigoureux, intransigeant, aux limites du supportable. Son Alceste est invivable, mais sincère, comme le voulait Molière.

Huster acteur, mais aussi metteur en scène qui sait s'entourer. Avec Jacques Spiesser. Danièle Lebrun -Arsinoé comme on en rêve- Cristina Reali, une Celimène jeune, au talent prometteur, Robert Manuel.

Mais, surtout, Francis Huster offre au public la joie de retrouver, après une longue éclipse, Robert Hirsch, dans le rôle d'Oronte. Les retrouvailles sont soulignées par l'élégance avec laquelle Francis Huster, pourtant maître d'œuvre et principal interprète, s'efface devant son aîné.

Belle leçon d'humilité digne des vertus chères au cœur d'Alceste !

N.A.

"Le Misanthrope".
Carré Marigny
(prix spécial étudiant : 70 F).
☎ 42.56.04.41

● DES ROMANS POLICIERS ●



***"Le Bonsaï"**, par Boileau-Narcejac (Folio). Pourquoi Carrington utilise-t-il sa fille comme cobaye pour des prothèses sophistiquées ? Réponse par le commissaire André Clarieux.*

***"Heures fatales"**, par Ruth Rendell et Helen Simpson (Denoël). Quels univers ! tragiques à souhait.*

***"Les Années1934-1935"**, par Agatha Christie (Le Masque). Nouvelle traduction pour des chefs-d'œuvre dont "Le Crime de l'Orient-express" et "La Mort dans les nuages".*

***"Le Négociateur"**, par Frederick Forsyth (Le Livre de poche). Un groupe terroriste enlève le fils du président des Etats-Unis : que ne ferait-on pour torpiller la paix ?*

***"Monde des ténèbres"**, par Robert Bloch (série noire). Jean-Patrick Manchette signe une traduction forte pour cette histoire chez les dingues.*

***"La Boule bleue"**, par Dorothy B. Hughes (Le Masque). Un vrai suspense. Vraiment.*

***"En double"**, par Jack Finney (Série noire). Pas facile de s'évader...*

P.Y.



▲ *Le carnaval de Dunkerque.*

la culture dans les régions et les départements

Sous ce titre, une intéressante brochure est publiée par la délégation nationale à la Culture du PS.

Ce document dresse le "bilan décisif" de ce qui a été lancé en dix ans, en matière culturelle, par les régions et les départements. Grâce à une action menée dans la cohérence et la durée (objectifs clairs, politique constante et budgets à hauteur des objectifs), sous l'impulsion du ministère de la Culture.

La réflexion est particulièrement bienvenue lorsqu'elle cherche à définir le "contenu d'une politique culturelle territoriale". Deux fonctions sont données comme prioritaires :

- le développement local, expression des populations d'un territoire ;
- le développement social. C'est "l'ambition sociale de la culture", gage d'épanouissement individuel et collectif : la citoyenneté par la culture, par les voies de la création, diffusion, mémoire, formation.

Aujourd'hui, l'action culturelle doit associer éducation, développement local et social, justice, insertion et permettre à tous de se sentir concernés.

J.G.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Opéra de Paris : 626.290 entrées en 1991. A l'Opéra-Bastille, le taux d'occupation a atteint 100% pour les "La Flûte enchantée", "Les Noces de Figaro", et "La Dame de pique". A l'Opéra-Garnier (danse), le taux moyen a été de 85%

■ **Evénement : la Grande-Bretagne se joint à la Fête de la musique. Cette année, le 28 juin.**

■ La Smithsonian Institution, qui, aux Etats-Unis, gère 15 musées, créera en 1996, à Washington, un nouveau musée consacré à la culture et à l'art noir américain. La décision de la Smithsonian Ins., -agence gouvernementale-, doit être approuvée par le Congrès.

■ **Une calculette de poche pour la hauteur des marées a été mise au point par le Brestois J.-J. Mahé. Pour 434 ports européens, "Tide Master" donne heures des marées, hauteur et vitesse. (152 mm sur 97 et 50, 1.925 F).**



■ Fécamp, ville d'art et d'histoire. Une convention signée avec le ministre de la Culture lui permettra de développer l'accueil de ses touristes.

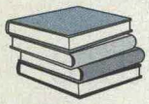
■ **Orange : Barbara Hendricks chantera "Carmen" (18 et 21/7).**

■ Le play-back ne paie plus... "New Kids on the block", le groupe américain qui, en 2 ans, a amassé 115 millions de dollars, prix de leurs flatulences musicales, est accusé de ne chanter que grâce à des choristes en coulisses. Leur producteur, réclame 21M de $.

■ **Moins de papier journal utilisé en 1991 : 10% de moins qu'en 1990. Et 6% de moins pour le papier magazines. De nombreux journaux ont réduit leur pagination du fait de la baisse de la publicité.**

■ Le Commissariat à l'Energie atomique a déposé 180 brevets en 1991. Le CEA, premier organisme français de recherche technologique possède 1.500 brevets déposés qui lui rapportent 600 millions de francs par an.

post-scriptum

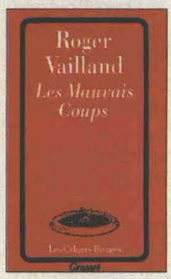


ROGER GRENIER
"Regardez la neige qui tombe"



A la fin de cet essai sur Tchékhov, Roger Grenier raconte sa visite chez la veuve d'Ivan Bounine qui affirmait que son mari avait été la seule personne à avoir fait rire Tchékhov. Pour preuve, elle disait en posséder une photo. Grenier va voir Mme Bounine et la photo. Evidemment, Tchékhov ne riait pas. D'ailleurs, quel regret n'aurions-nous pas éprouvé s'il avait ri...
Roger Grenier ne propose pas une biographie de Tchékhov, mais donne sa perception, toute personnelle, de l'homme et de l'œuvre. Entre eux, les correspondances ne manquent pas : même enfance à bien des endroits, même pudeur bourrue, même idée de la littérature. Défilent "Oncle Vania", "La Mouette", "La Cerisaie" et "Les Trois sœurs", d'où est tirée la phrase titre.
Gallimard, "L'Un et l'autre", 254 p., 115 F.

ROGER VAILLAND
"Les Mauvais Coups"



Certains romans passent d'abord par le souvenir des films qui en ont été tirés. Même lorsque l'adaptation est très inférieure au livre, ce qui a été le cas pour le film que François Leterrier avait réalisé d'après le célèbre roman de Roger Vailland. Mais l'affrontement entre Simone Signoret et Alexandra Stewart reste inoubliable.
Ce livre est un des plus forts de Roger Vailland, on le sait. Classique, implacable. De la passion à la mort, le jeu et le drame. C'est Vailland-Laclos.
Grasset-Cahiers rouges, 262 p., 51 F.

FRANÇOIS VILLON
"Poésies complètes"



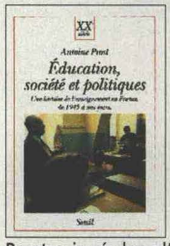
En 1431, la misère était si grande qu'en un seul jour, le 14 avril, 1.200 personnes quittèrent Paris pour ne pas y mourir de faim. En 1431, Jeanne d'Arc fut condamnée et brûlée à Rouen. En 1431, en deux jours, on pendit 62 larrons, promptement jugés, à Montfaucon. La même année, naissait François VIllon, qui fut à deux doigts de finir au même gibet, trente-deux ans plus tard...
Relire Villon, c'est, en une ballade ou en une strophe du "Lais" ou du "Testament", baigner dans l'époque. Impertinent Villon insouciant, sarcastique et tellement tendre sous ses allures d'impénitent gibier de potence. Ecrivain de son temps et poète de tous les temps que l'on retrouve ici dans le texte original, abondamment annoté.
Livre de poche-Lettres gothiques, 386 p., 42 F.

FRANCE BOREL
" Le Vêtement incarné"



Il existe mille et une manières de s'en prendre au corps. Des petits pieds des courtisanes chinoises jusqu'au body-building contemporain, l'homme et la femme ont toujours voulu transformer leur anatomie pour la rendre plus séduisante. L'homme met son empreinte sur l'homme. Le corps n'est pas un produit de la nature, mais de la culture. Théophile Gautier ne disait pas autre chose : "Aucun chien n'a jamais songé à mettre des boucles d'oreille".
France Borel dresse l'extraordinaire nomenclature des transformations de l'apparence : prothèses, déformations, modelages, amputations, scarifications, tatouages, incrustations, maquillage. Aucune partie du corps n'y échappe. Documenté et surprenant.
Calmann-Lévy, 266 p., 130 F.

ANTOINE PROST
"Education, société et politiques"



En sous-titre : "Une histoire de l'enseignement en France, de 1945 à nos jours". Enseignant lui-même, historien, chargé de mission auprès de Michel Rocard, on sait le rôle qu'Antoine Prost a joué dans l'analyse des mutations de notre système scolaire.
Il interroge : l'inertie du système est-elle insurmontable ? De quelles marges disposent les responsables ? Que peut-on changer dans l'Education nationale ? Ce livre est plus un livre d'histoire qu'un essai sur les politiques d'éducation. Mais d'un historien qui n'oublie pas l'articulation de l'histoire et de la sociologie dans l'analyse des politiques d'éducation.
Seuil, 240 p., 130 F.



MOZART
"Don Giovanni"



Barenboïm avait une revanche à prendre. Sur son précédent enregistrement de "Don Giovanni" d'il y a une vingtaine d'années, assez calamiteux. Revanche prise. On en est heureux pour lui et pour son éditeur : ils achèvent de belle manière l'enregistrement, avec la Philharmonie de Berlin, de la trilogie Mozart/Da Ponte : "Cosi fan tutte", "Les Noces de Figaro", "Don Giovanni".
Le magnifique orchestre est particulièrement à l'aise dans ce dernier volet du triptype. Daniel Barenboïm ne néglige pas cet atout, sans que ce soit au détriment des chanteurs et soigne particulièrement la conception d'ensemble.
Erato, 3 CD, 45588, 2 h 54', env. 420 F.

"Les Miracles de saint Nicolas"



Pas de saint plus populaire, tout au long du Moyen Age, que Nicolas. Il a le privilège d'appartenir à la fois à l'Eglise d'Orient et à l'Eglise latine. Les religions de tradition réformée le fêtent aussi et Luther en avait fait... l'ancêtre du Père Noël.
Anne-Marie Deschamps a extrait du Manuscrit de Fleury-sur-Loire deux jeux liturgiques du XIIe siècle dédiés à saint Nicolas. Dialogues chantés dont la musique fait constamment référence à l'Orient, à la fois d'une profonde piété et d'un grand lyrisme. Le deuxième de ces jeux est celui, célèbre, des trois enfants dans le saloir du boucher. Interprétation très soignée, comme toujours, de l'Ensemble Venance Fortunat.
L'Empreinte digitale, 13013, 67', env. 125 F.

HELENE MARTIN
"Par Amour"



Hélène Martin : grand dommage pour ceux qui n'ont pas connu "Le Condamné à mort", "Plain-chant" ou sa plus récente anthologie chantée de la poésie française.
Mais excellente occasion, ici, de partager avec elle son amour des vers chantés. Voici, venu du Vaucluse, un album à la gloire de la poésie. Sa voix, patinée par des années d'interprétation de Char, Genet, Aragon -comme à son habitude- ne s'élève vraiment qu'à la fin des textes qu'elle dit plus qu'elle ne chante. Grand moment de plaisir : dans "Un blues de Jeanne Evidence", surgit une voix, celle de "Jules et Jim", évidemment.
EPM, 982032, 75'59", env. 120 F.

BLACK UHURU
"Iron Storm"



Sous un déluge de feu, Black Uhuru, le poing brandi, continue le combat de son reggae-rock efficace. "Iron Storm" est donné en souvenir de la chanteuse Puma Jones (décédée l'an passé), l'une des originalités d'un genre où les donzelles ne sont pas légion.
Très dansant, cet album cède à la mode (pourquoi pas, puisque c'est réussi ?) avec un groove très rap sur "Tip of the iceberg", avec l'aide de Ice T. A noter que l'infernale section rythmique Sly & Robbie, qui fit le succès de ce groupe, est réduite de moitié puisque le bassiste Robbie Shakespeare s'est fait porter pâle.
Mesa/WMD, R2 79035, 40'21", env. 120 F.

Agenda

Cinéma

BRUXELLES
XIe Festival du dessin animé. 27 → 7/3. ☎ (02) 534.41.25
PARIS
XVIIe cérémonie des Césars. 22, 20 h. Palais des Congrès. ☎ 47.23.72.33
RAMBOUILLET
Journées cinéma et littérature. → 26. ☎ 30.41.82.77

Classique

ANGERS (49)
J. Starker, violoncelle, et S. Neriki, piano. Théâtre, 25, 20h30. ☎ 41.87.76.32
CANNES
J. Galway, flûte. Hilton, 23, 16h30. ☎ 92.99.70.00
LYON
B. Pergamenschikov, violoncelle, et O.N. Lyon, dir. K. Penderecki. Aud. M.-Ravel, 27 et 29. ☎ 78.71.05.73
MONTPELLIER
"Atys" (Lully), dir. W. Christie. Comédie, 25 → 27. ☎ 67.66.00.92
PARIS
• M. Rudy, piano. Suresnes, salle J. Vilar, 22, 21h. ☎ 46.97.98.10
• Quintette à vents. O.P. Berlin. TCE, 23, 11h. ☎ 47.20.36.37
• A. Planès, piano. Th. Grévin, 24, 20h30. ☎ 48.24.16.97
• "Les Saisons" (Haydn), dir. G. Solti. Pleyel, 26, 27, 29. ☎ 45.61.06.30

Jazz-variétés

BORDEAUX (33) : Mike Stern, Cricketers, 27. ☎ 56.00.21.30
METZ : J.-J. Milteau, Trinitaires, 29. ☎ 87.75.04.96
PARIS : S. Wilson, Latitudes St-Germain, 28-29, ☎ 42.61.53.53 ; K. Garrett. New Morning, 29, ☎ 45.23.51.41 ; D. Huck quartet. Petit Journal Saint-Michel, 27, ☎ 43.26.28.59 ; J. Griffin quartet. Châtelet, 25. ☎ 40.28.28.40
*• **Yes Yes Yes :** MONTREUIL (93), Instants Chavirés, 25. ☎ 42.87.25.91 ; PARIS, Sunset, 26 → 29. ☎ 40.26.46.60*
*• **Betty Boop :** Saint-Sébastien (44), 28.*
*• **N. Hagen :** PARIS, Elysée Montmartre, 25.*
*• Festival **"Rien qu'avec la bouche"**, MALAKOFF, 21 et 22, avec Indigo, Cas 6, Flying Pickets et T.S.F. ☎ 46.55.43.45*

Théâtre

CRETEIL
"La Nuit des rois" (Shakespeare). Maison des Arts, → 23/3. ☎ 49.80.18.88
MONTROUGE (92)
"Le Neveu de Rameau" (Diderot). Maison de l'Acteur, → 31/3. ☎ 40.16.92.24
PARIS
• "Ruy Blas" (Victor Hugo), ms G. Wilson. Bouffes du Nord. ☎ 46.07.34.50
• "Célimène et le cardinal" (J. Rampal) avec L. Mikaël et G. Desarthe. Porte Saint-Martin. ☎ 42.08.00.32
• "Caligula" (A. Camus), ms Y. Chahine. Comédie-Française. ☎ 40.15.00.15
VINCENNES (94)
"La Vie est un songe" (Calderon), adaptation et ms D. Florian. Cartoucherie. ☎ 48.08.39.74

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Françoise Lorrain (télévision)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (policiers)

JEROME SAVARY

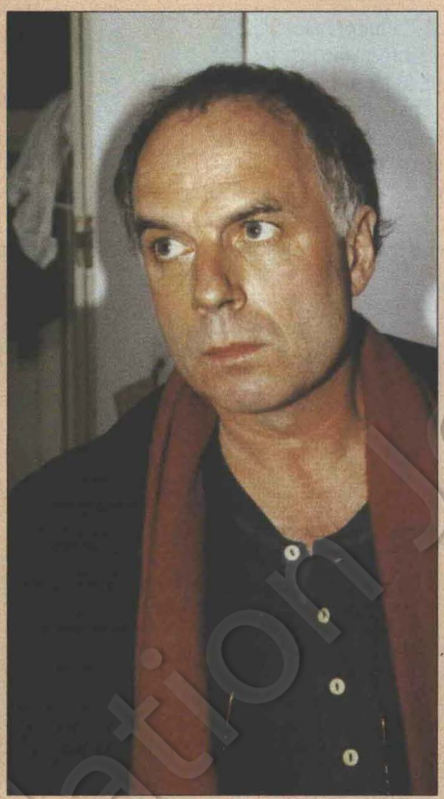
Jérôme Savary, le "Gugusse" du Magic Circus devenu directeur du Théâtre national de Chaillot, court toujours le monde avec des spectacles plein les poches.

Près de quatre ans après votre arrivée à la direction du Théâtre national de Chaillot, quel bilan tirez-vous ?
D'abord, j'ai renfloué les caisses. Le nombre d'entrées a doublé : avec plus de 200.000 spectateurs par an, Chaillot atteint aujourd'hui les chiffres de la Comédie-Française. Et ses recettes s'élèvent à 22 millions de F. Mais, surtout, je me suis attaché à moderniser l'outil de travail, à informatiser la billetterie comme à rendre le lieu plus festif. Sur le plan artistique, les risques ont été partagés entre un répertoire classique et des œuvres de création. Certes, je n'ai pas présenté que de bons spectacles, mais l'ensemble est équilibré.

Etre le successeur de Jean Vilar est un rôle difficile à tenir...
De tous les successeurs de Vilar, même si je ne suis pas le meilleur metteur en scène, je suis certainement celui qui lui ressemble le plus. Vilar savait faire fonctionner cette maison. Comme lui, je privilégie le métier à la création. Comme lui, j'ai un sens aigu du service public, c'est-à-dire que j'utilise au mieux les deniers de l'Etat. Tous les spectacles que je monte s'équilibrent financièrement, la subvention n'étant utilisée que pour le fonctionnement de la maison. Enfin, comme Jean Vilar, je suis convaincu que le théâtre est un art de groupe.

D'ailleurs, à votre arrivée, vous aviez le projet de créer une compagnie...
Pour des raisons budgétaires, l'autorisation ne m'en a pas été donnée. Malgré tout, j'en ai créé une par des moyens détournés. J'ai engagé une vingtaine de comédiens, toujours les mêmes, qui jouent dans tous mes spectacles. Le cœur du théâtre, ce n'est pas le bureau du directeur. C'est le plateau, la troupe, l'acteur.

Après "Marilyn Montreuil", votre dernier spectacle, comment jugez-vous l'évolution de votre propre création ?
Jouvet disait : "Au théâtre, le triomphe, c'est la durée." Et, à 50 ans, je totalise déjà 26 ans de spectacle. Mais je produis énormément, environ quatre ou cinq spectacles par an. Du meilleur comme du moins bon. Et je doute beaucoup, même si j'ai besoin de travailler dans l'urgence. "Marilyn Montreuil" s'est fait démolir par la presse. Pourtant, 50.000 spectateurs ont vu cette pièce à Paris avant qu'elle ne parte en tournée dès le mois de janvier. Ce spectacle n'aura donc rien coûté à l'Etat. Je reste persuadé que "Marilyn Montreuil" devait être monté dans un monument comme Chaillot. Parce qu'il s'adresse avant tout aux adolescents, ce public que nous devons attirer en priorité. Pour s'évader du musée dans lequel il est trop souvent confiné, le théâtre doit s'adapter à la langue d'aujourd'hui, au vidéo-clip, à la BD, à la télé.



Toutes mes grandes aventures se jouent à l'étranger parce que l'on me donne la possibilité de perdre de l'argent. A Chaillot, je n'ai le droit que d'en gagner.

De Chaillot, quel regard portez-vous sur la création théâtrale ?
J'ai le sentiment que les metteurs en scène craignent de se lancer dans les spectacles de création. Crainte justifiée d'ailleurs. Les droits sont beaucoup plus élevés que pour une pièce classique. Il y a plus de risques aussi de se faire massacrer par la critique. Mais un pays qui ne monte que Molière, Corneille ou Shakespeare est voué à la décadence. Sans pourtant oublier les classiques, le théâtre ne peut se référer sans cesse à son passé. A Chaillot, j'alterne Shakespeare ou Brecht à Dabadie, Valletti ou Savary. En sachant qu'un spectacle de création fait deux fois moins de réservations qu'un classique.

Quels sont, en France, selon vous, les plus grands metteurs en scène ?
Je ne porte pas un regard sur les œuvres des autres puisque je vais rarement au théâtre. Mais Chéreau, Mesguich, Planchon, Maréchal sont de grands professionnels. Quand je suis à l'étranger, j'ai plus de temps. J'aime beaucoup l'américain Bob Wilson, ou Grumberg et Bondy, deux auteurs allemands. Je constate que l'Allemagne, avec ses 170 troupes permanentes, est une puissance culturelle extraordinaire. Au moment où l'Europe devient réalité, nous devrions en tenir compte.

A Genève en décembre, à Milan en janvier, vous êtes sans cesse sollicité pour monter des spectacles à l'étranger. Qu'est-ce qui vous fait courir ?
Toutes mes grandes aventures se jouent à l'étranger parce que l'on me donne la possibilité de perdre de l'argent. A Chaillot, je n'ai le droit que d'en gagner. Et puis, j'ai contracté le virus de l'opéra à Berlin. Il n'est que la France qui ne me commande pas d'œuvre lyrique. Lorsque "Guerre et Paix" triomphe à San Francisco ou "Carmen" en Autriche, c'est la culture française qui triomphe. Hélas, il n'y a que Chéreau et moi qui sommes connus au-delà de nos frontières. Les autres sont plus préoccupés par les critiques de "Libération" ou du "Monde" que par leur image à l'étranger. Alors, tant pis si la France est gênée d'être représenté par un "gugusse" comme moi.

Que vous reste-t-il de vos années Magic Circus ?
De mes années gaucho, j'ai conservé le sens de la dérision et de la provocation. Pour paraphraser Jean-Luc Godard, je dirai qu'il ne faut pas faire du théâtre politique, mais faire politiquement du théâtre. Autrement dit, je privilégie toujours le social et l'emploi à l'artistique. C'est Chaillot qui a changé, pas moi. Il me semble tout à fait logique que les enfants de mai 1968 soient aux commandes aujourd'hui. C'est plutôt encourageant pour les jeunes. Un jour, ils prendront le pouvoir à leur tour.

Propos recueillis par Claude Lesaulnier

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

TUNISIE

Découverte du désert tunisien

- ***Du 8 au 15 mars :*** **2.610 F**
- ***Du 9 au 16 mai :*** **2.350 F**

Des prix "Alizés" comprenant le voyage AR, l'hébergement ***, la pension complète, l'eau minérale à chaque repas, le circuit Sud en 4x4 (Sousse, Kairouan, Sbeitla, Tozeur, Zaafrane, Matmata, Sousse).

A l'affiche du Club "Les Acteurs à l'écran" jusqu'au 1er mars





C'est décidé, je m'abonne

- ☐ **Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE 600 F autres pays)**
- ☐ **Abonnement(s) de soutien à ..... F**

Soit au total : ..... F

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

A RENVOYER A : "VENDREDI"
SERVICE LECTEURS
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande-adresse et le montant des abonnements

CORSE

Du 23 au 30 mai

Village vacances Casa Nostra, près de Calvi, (Léo-Lagrange)

Ces prix comprennent l'hébergement, la pension complète, les animations, les transferts.

- ***Adultes :*** **1.512 F** (supplément single : **30%**)
- ***Enfants de 6 à 12 ans :*** **1.216 F**
- ***Enfants de 2 à 6 ans :*** **920 F**
- ***Enfants de moins de 2 ans :*** **gratuit**

BRETAGNE

La découverte du golfe du Morbihan à bord du "Flore des Isles".

- ***Week-end :*** **150 F/jour** + nourriture
- ***Accueil "ado" :*** **1.800 F/semaine** + nourriture

☎ (16) 40 86 28 45

Fondation Jean Jaurès